

Ukraine
«Mon fils m'a dit : on parlera après la victoire»

PAGES 6-7

Nouvelle-Caledonie
Le système de santé exsangue

PAGES 10-11

Défilé néofasciste
Des saluts nazis en plein Paris

PAGE 16

Libération



Emmanuel Macron à la télévision le 5 mars. PHOTO BORY

MACRON JE CROIS QUE J'AI UN PLAN...

Concentré sur les dossiers internationaux depuis sa dissolution ratée, le Président espère, grâce à une interview sur TF1 ce mardi soir, renouer avec les Français. En annonçant un référendum ?

PAGES 2-4



MARIE ROUGE

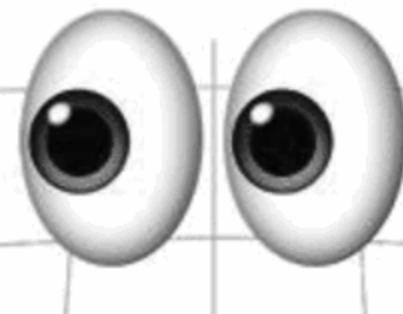
CANNES /
78e festival
En avant marches

PAGES 22-27

PUBLICITÉ

7Kits

**UN CERTAIN REGARD
SUR LES MÉDIAS.**



EDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Timing

Souvenez-vous, ce n'était pas il y a un siècle. Emmanuel Macron aimait laisser penser qu'il était «*le maître des horloges*». Ce qui n'était pas complètement vrai, mais pas complètement faux non plus. Le Président exerçait normalement ses fonctions : comme ses prédécesseurs, il confondait celles-ci avec celles du Premier ministre, celles du chef de sa majorité, celles des présidents du Parlement et parfois même de l'élu de quartier. Bref, il était omniprésent, sur la scène extérieure comme intérieure. Au fil des jours, des semaines, des mois, sa verticalité, certaines de ses réformes, ses erreurs d'appréciation, ses revirements, ses résultats – ou l'absence de résultats –, l'usure du pouvoir tout simplement, l'ont affaibli. Là encore, comme certains de ses prédécesseurs, ni plus ni moins, mais plutôt plus en fonction des moments. Et puis Emmanuel Macron a commis l'erreur de dissoudre l'Assemblée, appréciée comme telle par les Français qui, alors, l'ont privé de majorité à l'issue des législatives anticipées. Depuis, c'était il y a un an, mais on dirait un siècle tant la France est à l'arrêt, le Président cherche de l'air. Il en a trouvé un peu sur la scène internationale, où les crises s'accumulent. Il va chercher ce mardi à en retrouver aussi sur la scène intérieure. Histoire de s'éviter une très pénible fin de quinquennat. Mais la politique est décidément bien facétieuse : la tentative d'Emmanuel Macron de reprendre pied au niveau national va se tenir dans un *climax* international quasi inédit, entre une visite annoncée comme «historique» de Trump au Moyen-Orient et une agitation diplomatique intense autour de l'Ukraine. Question timing et maîtrise des horloges, c'est ballot, pas idéal en tout cas pour faire passer un message et revenir sur le plancher des vaches intérieur. Emmanuel Macron a laissé entendre qu'il pourrait annoncer la tenue d'un référendum. Idéal sur le papier pour retisser le lien avec les Français. Si l'on croit que la politique n'est pas facétieuse et s'écrit sur une feuille de papier... ◆



Emmanuel Macron Un président en quête de bonnes ondes

Interviewé notamment par diverses personnalités sur TF1 ce mardi soir, le chef de l'Etat va tenter de redonner du souffle à son second quinquennat, plombé par la dissolution. Au point de convoquer les Français pour des référendums ?



Emmanuel Macron
à Paris, le 22 février.
PHOTO ALBERT FACELLY

Par
JEAN-BAPTISTE DAOULAS et LAURE EQUY

Un président «sur le gril», selon la bande-annonce de l'Elysée. L'invitation en prime-time d'Emmanuel Macron ce mardi soir sur TF1 est un format presque vintage. En tout cas inédit depuis octobre 2022, époque lointaine où le chef de l'Etat tenait encore à peu près les manettes et pouvait intervenir sur tous les sujets. Comme si une dissolution ratée et la perte de sa majorité n'avaient pas acté le début de son crépuscule l'été dernier, le voilà qui remet le pied dans la porte l'air de rien. «Ce qui a changé est que les questions internationales, dont il est chargé, sont devenues quotidiennes. Les gens se posent des questions très concrètes et ont des angoisses très fortes sur des sujets qui sont de ses prérogatives, c'est normal qu'il y réponde», défend-on à l'Elysée.

Heureux qui, comme Emmanuel Macron, a fait un beau voyage en Ukraine aux côtés du Premier ministre britannique, Keir Starmer, du chancelier allemand, Friedrich Merz, et du Premier ministre polonais, Donald Tusk, samedi et

dimanche, où il exigeait de Vladimir Poutine un cessez-le-feu avant une hypothétique rencontre avec Volodymyr Zelensky jeudi à Istanbul. Les conséquences de la guerre commerciale engagée par Donald Trump devraient également animer la première heure de l'émission, avant que le chef de l'Etat, qui a dégagé son agenda de la journée pour bachoter, ne s'autorise à dévier sur des sujets de politique intérieure.

Si on ne peut qu'être alléchés par les débats avec des personnalités proposées par TF1, comme l'essayiste ultralibérale Agnès Verdier-Molinié ou le youtubeur bodybuildé Tibo InShape (*lire ci-contre*), la séquence la plus scrutée sera l'éventuelle annonce d'un référendum. La question lui sera logiquement posée tant l'Elysée, depuis une semaine, a fait monter la mayonnaise autour d'une consultation des électeurs sur une, voire trois questions le même jour – s'assurant qu'un tel vote, inédit, était juridiquement faisable.

Le microcosme bruisse de pistes possibles, sur l'organisation territoriale, la fin de vie – même si les députés ont commencé l'examen d'une proposition de loi créant une «aide à mourir» – ou le financement du modèle social. Depuis qu'Emmanuel Macron a proposé aux Français, le 31 décembre, de «trancher» des «sujets déterminants», les idées mijotent, d'un référendum sur la règle d'or budgétaire poussée par la présidente (Horizons) de la région Pays-de-la-Loire, Christelle Morançais, à une consultation sur l'immigration, voulue par le ministre (LR) de l'Intérieur, Bruno Retailleau, et le RN. Coincé dans son labyrinthe budgétaire, le Premier ministre, François Bayrou, a, lui, lancé son idée de référendum sur son plan de réduction des déficits, très fraîchement accueillie. Macron ne compte pas reprendre la suggestion. Invitée parmi les contradicteurs, la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, devrait à nouveau lui demander de soumettre aux Français l'abrogation de la réforme des retraites, ce que réclame également la gauche.

ÉCUEILS DU FLOP ET DE LA CLAQUE

N'ayant guère les moyens de se lancer dans une révision de la Constitution, le Président en passerait par l'article 11, lequel restreint son terrain de jeu : peuvent être soumis au référendum un projet de loi portant sur «l'organisation des pouvoirs publics» ou des «réformes sur «la politique économique, sociale ou environnementale de la nation et aux services publics qui y concourent». Aucun sujet ne s'impose. Et pour cause. L'Elysée est en quête d'un référendum sans peine, suffisamment «concernant» pour que les électeurs s'y intéressent... tout en minimisant la tentation d'infliger une nouvelle défaite au chef de l'Etat. Une question à laquelle les Français se déplaceraient pour répondre oui serait, en clair, bienvenue.

Dans l'entourage de Macron, vingt ans après le «non» au traité constitutionnel européen, on rêve de

créer «un rapport dépassionné au référendum» et de le «déplébisciter». D'où l'idée de convoquer les électeurs sur plusieurs sujets à la fois : «Il ne faut pas que ce soit une seule question qui se transformera en référendum contre sa personne, il faudrait en poser plusieurs», réfléchit le sénateur (Renaissance) François Patriat. Un autre interlocuteur régulier du chef de l'Etat reste sceptique : «Si le thème est clivant, il y aura de la participation mais aussi un risque de retour en boomerang. Si on demande aux électeurs si le ciel est bleu, qui viendra voter?» Entre les écueils du flop et de la claqué, l'Elysée espère encore, par le référendum, remettre des réformes sur le métier. Le temps presse à deux ans de la fin du quinquennat. La ministre chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes, Aurore Bergé, y voit trois avantages. «Un référendum peut faire naître un débat de société», avance celle qui plaide pour consulter les Français sur l'instauration d'une majorité numérique à 15 ans. «C'est un levier pour accélérer le temps. D'autant plus dans une période où le gouvernement est soumis au risque permanent de censure», ajoute-t-elle. Et le Président a toujours été favorable à une part d'innovation institutionnelle et à des initiatives permettant de redonner la parole aux Français. Macron tourne autour depuis

la dernière campagne présidentielle. Accusé d'avoir présidé à la schlagane durant son premier quinquennat, il avait promis d'*inventer le grand débat permanent*. Privé de majorité absolue, le gouvernement Borne avait pourtant usé et abusé de l'article 49.3. Bricolant des objets comme les «rencontres de Saint-Denis», il avait tenté d'embarquer les chefs de partis dans une réforme institutionnelle. Mais sa proposition de réfléchir à un élargissement du référendum avait tourné court.

DÉPLACEMENTS SECRETS

En maniant cet outil, le Président espère aussi se refaire une santé politique. Un problème évident de sincérité, dénonce l'opposition. «Le Président a déjà consulté les Français. Cela s'appelle les élections législatives de 2024, dont il est temps qu'il tienne compte en renvoyant François Bayrou à ses études béarnaises», lance le porte-parole des députés écologistes, Benjamin Lucas-Lundy. Après de longs mois de purgatoire post-dissolution, le Président tâtonne depuis l'hiver pour renouer le lien avec les Français.

L'Elysée fait tourner en bourique la presse nationale en organisant des déplacements secrets dans des cafés de province, pour des échanges sans micros ni protocole. Quoi de plus authentique que de poser son

hélicoptère sur le stade de Chauvigny (Haute-Marne) pour aller siroter un petit noir au bar Aux 4 fesses? Ce 18 mars, des habitants de Chauvigny lui disent sans agressivité leur opposition à sa politique. Le 10 avril, il fait un tabac à un déjeuner des anciens à Thouars (Deux-Sèvres). Ces sorties, concoctées par le nouveau conseiller territoriaux, le préfet Laurent Carrié, convainquent le Président que le pic de son impopularité est derrière lui. Rien de flambard, à 21% de cote de confiance selon le dernier baromètre Verian du *Figaro Magazine*, mais toujours mieux que Bayrou, tombé à 14%.

Avec un Premier ministre au ralenti, avare de déplacements, le Président se sent d'autant plus libre de labourer le terrain national. A Wissous (Essonne) lundi pour visiter une usine EssilorLuxottica, préambule à son grand raout Choose France du 19 mai sur l'attractivité du pays. A Nanterre (Hauts-de-Seine) et Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais) avec une journée dédiée à la lutte contre la criminalité mercredi. Sans se préoccuper du sort de Bayrou, convoqué le jour même par la commission d'enquête de l'Assemblée sur l'affaire Notre-Dame de Bétharram. «Le Président trouve Bayrou à côté de la plaque sur à peu près tous les sujets, mais au fond, ça l'arrange», persifle un député macroniste. On a les faire-valoir qu'on peut. ➤

Une grand-messe cathodique en prime-time

TF1 sort le grand jeu, ce mardi, pour mettre en scène Emmanuel Macron, entouré de «100 m² d'écrans», face aux questions de téléspectateurs et de personnalités allant de la syndicaliste Sophie Binet au youtubeur Tibo InShape.

Plus de deux heures rien que pour lui. Emmanuel Macron sera au cœur d'une émission intitulée *les Défis de la France*, ce mardi sur TF1. Animé par Gilles Bouleau, qui sera accompagné de Darius Rochebin en plateau, le programme débutera à 20 h 10 pour s'achever bien au-delà de 22 heures. Le chef de l'Etat pourra, affirme la chaîne du groupe Bouygues, se confronter aux Français et à leurs préoccupations, après avoir accordé une place importante aux questions internationales ces derniers temps. Le Président sera placé «en immersion totale au milieu de plus de 100 m² d'écrans» pour le faire réagir à des interpellations en vidéo et à des reportages, décrit TF1. Il s'exprimera ainsi sur une large palette de sujets abordés par différents intervenants, et notamment sur le dossier de l'organisation d'un éventuel référendum (*lire page 4*). Un récent sondage Elabe pour BFMTV affirme que 83% des Français interrogés plai- dent pour le recours à cet outil.

Jeunesse. Temps forts de la soirée, une série de débats d'une quinzaine de minutes mettra Emmanuel Macron face à des personnalités chargées d'aborder plusieurs sujets. Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, interrogera ainsi le Président sur la réforme des retraites qui a marqué son second quinquennat et qui continue d'être contestée. Le maire d'extrême

droite de Béziers, proche du RN, Robert Ménard, doit lui intervenir sur le thème de la sécurité. Adopté dans la douleur, le projet de loi de finances 2025 est déjà loin pour le gouvernement, désormais engagé dans la préparation du budget pour 2026. Dans ce contexte, Agnès Verdier-Molinié, essayiste ultralibérale, a prévu de questionner Emmanuel Macron sur le déficit public et les perspectives budgétaires de la France. De son côté, la journaliste écologiste engagée à gauche Salomé Saqué portera des questions et des inquiétudes partagées par une partie de la jeunesse devant le Président.

Consultation. Outre ces débats en plateau, Emmanuel Macron devra aussi répondre aux questions d'autres figures de la société civile, sans en connaître le contenu à l'avance, a précisé TF1. Le youtubeur fitness Tibo InShape posera une question sur le sport à l'école, quand Charles Biétry, journaliste atteint de la maladie de Charcot, dont la voix sera restituée par intelligence artificielle, abordera le sujet de la fin de vie. L'ancienne ministre écologiste et dirigeante de l'ONG Oxfam, Cécile Duflot, interrogera quant à elle le chef de l'Etat sur la place de l'héritage dans la société française.

Les téléspectateurs pourront eux aussi poser leurs questions en direct, tandis qu'une grande consultation sur le site de TF1, déjà ouverte à «plus de 15 millions de Français», visera à restituer lors de l'émission l'avis des personnes consultées sur le bilan présidentiel et leurs priorités pour la fin du quinquennat. Emmanuel Macron sera invité à commenter le résultat de l'enquête. Il devra aussi réagir à des reportages «inédits» réalisés en France par le journaliste François-Xavier Ménage, illustrant les défis économiques, sociaux et territoriaux du pays.

ARTHUR LOUIS

«S'il perdait ce scrutin, Macron finirait son mandat complètement affaibli»

Le chercheur au Cevipof Bruno Cautrès observe ce retour du Président sur la scène nationale comme un moyen de «redonner du sens à son deuxième mandat» en proposant une «respiration démocratique» aux Français.

Pour le politologue et chercheur au Cevipof Bruno Cautrès, l'organisation d'un référendum permettrait à Emmanuel Macron de rompre avec un sentiment d'immobilisme politique. Un échec pourrait cependant l'affaiblir pour ses deux dernières années de mandat.

Comment analysez-vous ce retour du président de la République sur la scène nationale?

Emmanuel Macron souhaite redonner du sens à son deuxième mandat. Depuis sa réélection en 2022, il est très difficile de cerner la direction politique qu'il défend. Et ce d'autant plus dans un contexte national extrêmement confus où ni le gouvernement Barnier

ni le gouvernement Bayrou ne peuvent affirmer être la fidèle traduction des résultats des urnes. Ce retour sur la scène nationale permet donc de montrer aux Français qu'il continue d'être un chef de l'Etat soucieux du pays, et pas seulement un dirigeant centré sur l'international.

Emmanuel Macron devrait annoncer un référendum avec plusieurs questions. Que faut-il en attendre?

Déjà, il devra clairement expliquer le *modus operandi* puisque, selon la Constitution, le président de la République ne peut soumettre au référendum qu'un projet de loi. La Constitution ne prévoit pas la possibilité de poser des petites questions auxquelles on répond par oui ou non.

Et d'un point de vue politique, il devra préciser la problématique commune à ces questions. S'il souhaite redonner de la cohérence à son mandat, celle-ci ne peut pas être retrouvée par une série de sujets sans lien les uns avec les autres.

Comment expliquez-vous ce choix d'un référendum à deux ou trois questions?

Permettre aux Français de se prononcer sur plusieurs sujets au cours d'une même journée me semble une idée intéressante au niveau de la respiration démocratique du pays. Bien sûr,

il y a aussi sans doute la volonté de décentrer ce moment afin d'éviter un référendum sanction envers lui. Le Président le craint sûrement compte tenu de sa popularité, de celle de son Premier ministre, et du contexte économique.

Aurait-il raison de le redouter, selon vous?

Oui, je m'attends à ce qu'il y ait, en partie, un «vote sanction». Le premier suffrage après la séquence politique de 2024 prendra nécessairement la dimension de se positionner pour ou contre l'exécutif.

Faut-il interpréter ce recours au référendum comme une tentative de masquer l'instabilité politique et la difficulté de faire adopter des textes à l'Assemblée nationale?

On ne peut pas reprocher au chef de l'Etat de vouloir donner aux Français l'image d'une vie politique où le jeu ne consiste pas seulement d'attendre 2027. Il ne faut cependant pas être naïf sur ses intentions. Ce retour aux urnes permettrait de masquer, en partie, le sentiment d'immobilisme et d'échec après la dissolution, mais également la situation économique difficile... Et donc d'anticiper un exercice budgétaire 2026 qui s'annonce comme un chemin de croix parlementaire.

Avec l'organisation du référendum à l'automne, en même temps que le vote du budget, Emmanuel Macron prépare-t-il un contre-feu à une séquence politique délicate?

Effectivement, ce vote permettra principalement de mobiliser les oppositions dans les débats liés aux sujets du référendum. On reprochera sans doute d'ailleurs au chef de l'Etat de vouloir gagner du temps afin de permettre à François Bayrou de passer l'été.

A l'inverse, un échec fragiliserait-il l'exécutif?

Si Emmanuel Macron perdait ce scrutin, il finirait son mandat complètement affaibli. La pression serait à nouveau considérable sur le thème de «Macron démission», et elle ne se limiterait sans doute pas seulement à la gauche. Une dissolution ratée et un référendum perdu seraient une combinaison terrible. Elle signifierait pour Emmanuel Macron une fin de vie présidentielle particulièrement difficile.

Recueilli par ANCELIN FAURE



INTERVIEW DR

La carte du référendum, mode d'emploi

Utilisée à dix reprises sous la Ve République, possiblement déterrée par le chef de l'Etat ce mardi sur TF1, la consultation directe des citoyens répond à des règles précises.

Et si cette fois était la bonne? Après avoir mis à plusieurs reprises sur la table l'hypothèse d'un référendum sans jamais la mettre à exécution, Emmanuel Macron pourrait annoncer, ce mardi sur TF1, une voire plusieurs consultations des Français. «En 2025, nous continuerons de décider et je vous demanderai aussi de trancher [certains] sujets déterminants», avait déclaré le président de la République le 31 décembre, pendant ses huitièmes voeux présidentiels. Sans toutefois préciser par quel moyen ni prononcer le mot de «référendum». Si le locataire de l'Elysée venait, en tout cas, à faire une telle annonce, il renouerait avec une pratique inutilisée depuis vingt ans.

COMMENT ÇA MARCHE ?

Prévu dans la Constitution, le référendum consiste à demander aux Français de donner leur avis sur des sujets par un vote. Auprès de l'Agence France-Presse, la constitutionnaliste Anne-Charlène Bezzina le résume comme une «question sans ambiguïté et sans équivoque», soit une question à laquelle on peut répondre par «oui», «non», «pour» ou «contre». Comme pour n'im-



A Bordeaux après la victoire du «non» au référendum du 29 mai 2005. PHOTO MICHEL GANGNE. AFP

porter quelle élection, les électeurs doivent se rendre aux urnes dans leurs bureaux de vote pour participer au scrutin à l'issue d'une campagne officielle.

Deux articles du texte suprême de la République sont consacrés à cet outil relevant de la démocratie directe. L'article 11, tout d'abord, qui concerne les référendums dits «législatifs». Les textes sur lesquels s'appuient ces consultations ne peuvent porter que sur certains sujets: «l'organisation des pouvoirs publics», «l'autorisation de ratifier un traité international» ou «les réformes affectant la politique écono-

mique, sociale ou environnementale de la nation et les services publics y concourant». L'article 89, ensuite, aborde les référendums «constitutifs», ceux qui impliquent une révision de la Constitution. Dans ces cas-là, le texte doit être voté par l'Assemblée nationale et le Sénat dans des termes identiques avant d'être soumis aux citoyens.

QUAND A-T-IL ÉTÉ UTILISÉ?

Depuis 1958, les Français ont été invités à participer à dix référendums, dont celui instituant la Ve République. De tous les présidents, le général de Gaulle est celui qui a le plus

consulté les citoyens avec cet outil: le 8 janvier 1961 sur l'autodétermination de l'Algérie, le 8 avril 1962 sur les accords d'Evian et l'indépendance de l'Algérie, puis en octobre de la même année pour que le président de la République soit élu au suffrage universel direct – une utilisation à l'époque contestée de l'article 11 visant à ne pas passer par la case Parlement pour réviser la Constitution... Ces trois référendums ont abouti à une victoire du «oui». En 1969, en revanche, de Gaulle voit son projet de réforme du Sénat et de régionalisation rejeté par les Français et démissionne

sur-le-champ. Par la suite, Georges Pompidou consulte le peuple en 1972 sur l'élargissement de la Communauté économique européenne, puis François Mitterrand sur le statut de la Nouvelle-Calédonie (1988) et sur la ratification du traité de Maastricht (1992). Jacques Chirac consulte les Français en 2000 sur le passage du septennat au quinquennat et, en 2005, sur la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Union européenne. Avec celui sur la réforme du Sénat, il est le seul à avoir vu le «non» l'emporter – avant que la majorité de ses dispositions soient reprises dans le traité de Lisbonne, adopté en 2007 via le Parlement sans repasser par la voie référendaire.

QUE RÉCLAMENT LES OPPOSITIONS?

Les partis n'ont pas attendu la probable annonce d'Emmanuel Macron pour appeler à ce que le peuple soit consulté. Le Rassemblement national et le très droitier ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, plaident par exemple pour un référendum sur l'immigration, même si elle n'entre pas, a priori, dans le cadre prévu par l'article 11. A gauche, toutes les familles politiques représentées au Parlement, dans le sillage des syndicats, réclament une consultation sur la réforme des retraites d'Emmanuel Macron et le passage de l'âge légal à la retraite de 62 à 64 ans. Scénario que le chef de l'Etat, soucieux de tourner la page d'une séquence douloureuse, a toujours écarté.

SACHA NELKEN

ÉDITOS /



Benyamin Nétanyahou et Donald Trump à Washington, le 7 avril. PHOTO KEVIN MOHATT. REUTERS

Le monde dans tous ses états

Par **SERGE JULY**
Cofondateur
de «Libération»

Comme le dit l'écrivain Giuliano Da Empoli, les prédateurs sont partout à l'œuvre: des guerres en veux-tu en voilà...

LA GUERRE EN UKRAINE

Depuis trois ans, la Russie cherche par tous les moyens à agrandir son empire en récupérant d'anciens territoires soviétiques. Vladimir Poutine est obsédé par l'idée que la Russie serait nettement plus puissante s'il pouvait se pavanner à Kyiv. Comme si les Ukrainiens, si résistants, si performants, si inventifs, et qui souvent ridiculisent la grande armée Rouge, pouvaient se battre au service de Poutine... L'habileté diplomatique, militaire et politique de Volodymyr Zelensky obsède Poutine. Le président russe veut absolument la peau du leader ukrainien. Il n'aura de cesse d'y parvenir, même si la guerre devait durer des dizaines d'années. Il n'est pas fan des cessez-le-feu, qu'il a tous refusés ou violés, car il pense que sur le

temps long, il est le grand favori. Il fait le pari que l'Ukraine, même aidée par le quatuor européen, ne pourra pas tenir sur la longueur... Une phrase d'Emmanuel Macron ne lui facilitera peut-être pas la vie: «La clé, a dit le Président, c'est d'avoir des troupes en Ukraine.»

LA GUERRE DE GAZA

Un autre prédateur, Benyamin Nétanyahou, veut chasser les Palestiniens de Palestine, contrairement au plan de partage des Nations unies de 1947. Pas pour en faire une Riviera à la Trump, mais pour y installer des colons juifs. Cette guerre a été provoquée par le Hamas, qui croyait pourrir la vie d'Israël, mais qui en fait a servi de tremplin à Nétanyahou pour partir en guerre contre les Palestiniens. Comme le dit à haute voix Bezalel Smotrich, le ministre des Finances qui dirige le parti de l'extrême droite religieuse, le Hamas est un allié essentiel du Premier ministre pour se maintenir au pouvoir. Evidemment, personne ne sait qui va

accueillir les 2,1 millions de Palestiniens qui vivent dans la bande de Gaza. Il n'y a en tout cas aucun acte de candidature arabe à l'heure actuelle...

LA GUERRE INDO-PAKISTANAISE

La même année que le plan de partage de la Palestine et la création d'Israël, le Pakistan et l'Inde, qui cohabitaient difficilement dans le même pays, décident de se séparer. Chacun s'est doté d'une arme nucléaire, sans régler la question du Cachemire, ce territoire au cœur de l'Himalaya, sous contrôle indien mais revendiqué par le Pakistan qui réclame toujours un vote d'autodétermination. Trois guerres n'ont pas permis de régler le problème: 1947, 1965 et 1999. Il y a au Pakistan beaucoup de groupes terroristes islamistes, fan des guerres de religion qui opèrent au Cachemire. Si Trump s'en mêle, attention aux catastrophes.

LA GUERRE DU SOUDAN

Cette ancienne colonie britannique indépendante depuis 1956 est très peuplée (le pays compte aujourd'hui près de 50 millions d'habitants). Deux généraux et leurs armées respectives s'affrontent, rue par rue, pour le contrôle de Khartoum, la capitale. Ils se disputent le pouvoir tandis que le Soudan du Sud a eu la chance de faire sécession. Le nord du pays est musulman et le sud est chrétien. Richesses pétrolières et mines aurifères attisent les convoitises et ne facilitent pas la gestion du pays en pleine guerre civile. La guerre a tué des dizaines de milliers de personnes et déplacé 12 millions de Soudanais. L'ONU considère aujourd'hui que c'est la pire crise humanitaire au monde, avec 25 millions de personnes menacées par la famine. Pour Trump, qui court après un prix Nobel de la paix, ce serait peut-être l'occasion de relancer l'USAid que Musk a flingué si légèrement...

TRUMP PRÉDATEUR

Le président cherche toujours, et pour des raisons différentes, à affaiblir la puissance économique chinoise, à élargir les Etats-Unis au Canada, au Groenland et au Panama, sans compter les pays dont il n'a pas encore osé parler.

L'URGENCE D'UNE RÉFORME DES NATIONS UNIES

Le duo Poutine et Trump a déjà un sacré bilan : la démolition du multilatéralisme et des institutions de l'après Seconde Guerre mondiale (Nations unies, OMS, agences internationales dont l'Unrwa, CPI, Unesco, accord de Paris sur le climat, accord de Vienne sur le nucléaire iranien...). La réforme de l'ONU est indispensable depuis longtemps. Après la guerre, les cinq vainqueurs se sont imposés, en créant notamment un droit de véto. Depuis la décolonisation, le développement démographique et économique grâce au libre-échange, de nouvelles grandes puissances sont à l'œuvre : le Brésil, l'Inde, la Chine continentale, l'Afrique du Sud. Ces pays devraient à l'évidence déjà être tous associés aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce directoire mondial pourrait être assisté par cinq autres Etats en forte croissance : l'Indonésie, l'Arabie Saoudite, la Turquie, le Nigeria et le Mexique. Dans cet univers de prédateurs où les autocrates décomplexés tentent de se partager le monde, l'Europe a une partie à jouer : celle de la raison et du bon sens. ◀

UKRAINE

A Zaporijia, trois ans sur l'ère de la guerre

A 30 kilomètres du front, la ville proche de la centrale nucléaire occupée vit depuis trois ans au rythme du conflit. Ecoles souterraines, administrations locales en exil... La cité s'est adaptée tant bien que mal, en dépit des attaques de drones qui la menacent constamment.

Par

VERONIKA DORMAN

Envoyée spéciale à Zaporijia

Photos

JEDRZEJ NOWICKI

Les berges du Dniepr grouillent de promeneurs en ce dimanche ensoleillé de mai. Depuis que l'eau a baissé, après la rupture du barrage de Kakhovka en juin 2023, en aval sur le grand fleuve, les plages de Zaporijia ressemblent à celles de la côte atlantique. Des enfants jouent dans le sable, des pêcheurs jettent leur ligne. Entre le cri des mouettes et les bousrasques, on entend à peine les alertes aériennes qui emplissent le ciel bleu... Mais plus personne n'y prête attention. La ville de Zaporijia, à une trentaine de kilomètres du front, vit depuis trois ans en sentant le souffle de l'ennemi dans le cou.

En septembre 2022, après des négociations avortées à Istanbul, Vladimir Poutine a décrété que la région tout entière (avec celles de Kherson, Donetsk et Louhansk) appartenait désormais à la Russie, bien que son armée ne contrôlait alors – et c'est encore le cas – que 70% du territoire, avec la centrale nucléaire, certes, mais sans la capitale régio-

nale. Toujours tendu et agité, le front de la région de Zaporijia, long de 116 km, n'a pas bougé depuis trois ans.

Avant l'invasion, l'oblast abritait 1,4 million d'habitants. Aujourd'hui, dans la partie sous contrôle ukrainien vivent environ 900 000 personnes, selon les autorités, dont 200 000 déplacés intérieurs, venus des territoires occupés et des zones de combat, et qui, plaçant tous leurs espoirs dans la contre-offensive ukrainienne en 2023, n'avaient pas voulu trop s'éloigner pour retourner chez eux au plus vite. Mais en vain. Beaucoup vivent encore dans des foyers et des dortoirs, n'ayant pas les moyens de payer des loyers : «90% des gens ont tout abandonné, et nous n'avons pas les moyens de reloger tout le monde correctement», explique le gouverneur de Zaporijia et ancien maire de la ville occupée de Melitopol, Ivan Fedorov.

«PROPAGANDE RUSSE»

Environ 300 000 Ukrainiens vivent en zone occupée. Entourés de centaines de milliers de Russes «venus s'installer là pour modifier le génotype de nos localités», dit Fedorov, surtout dans les villes. «Plus le temps passe, plus il sera difficile de

réintégrer les territoires occupés, infectés par la propagande russe, aux entreprises et administrations confisquées, reconnaît Fedorov. Mais ce n'est pas un sujet, ce sont nos territoires, ce sont nos gens. Et les difficultés à venir ne sont certainement pas un obstacle qui devrait nous empêcher de vouloir regagner ce qui nous appartient.»

Après l'occupation d'une partie de l'oblast, la ville de Zaporijia est devenue l'asile des *hromada*, ou communautés territoriales, qui gardent la responsabilité de leurs collectivités en exil. Une façon de résister à la pérennisation de l'occupation. Un jour, il faudra rentrer, et les structures seront prêtes à reprendre le travail, à la maison...

L'administration en exil d'Enerhodar (qui abrite la centrale nucléaire de Zaporijia), assortie d'un centre d'accueil, s'est installée au rez-de-chaussée d'un bâtiment prêté par l'université locale. Quatre-vingts pour cent de la population de la ville de 53 000 habitants a fui l'oc-



Zaporijia héberge nombre de réfugiés de Enerhodar, la ville de la centrale

cupation, un millier de familles se sont installées à Zaporijia, soit environ 5 000 personnes. Une autre grosse communauté s'est formée à Dnipro, une à Kyiv, où l'entreprise nucléaire a pu relocaliser ses employés. «On continue de payer les retraites, les pensions, on assiste nos administrés dans toutes leurs dé-marches», énumère Dmytro Orlov, maire d'Enerhodar depuis 2020. La quarantaine, de petite taille, le corps noueux, tee-shirt noir et crâne rasé, il reçoit dans un bureau exigu, encombré de dossiers et de symboles ukrainiens, un étendard de sa ville dans le dos.

Pendant deux ans, tant que toute relation avec l'Ukraine n'était pas définitivement criminalisée dans les territoires occupés, la *hromada* a continué à verser des salaires ukrainiens aux médecins restés à Enerhodar. Mais les liens avec ses administrés restés sous occupation sont

devenus «quasi inexistant», reconnaît le maire, car trop dangereux. «Plus d'un millier de personnes sont passées par les chambres de torture, et une trentaine a été condamnée à des peines de prison lourdes en Russie. C'est un vrai régime de terreur.» Le plus

gros des dépenses sociales va aux combattants de l'armée ukrainienne et leurs familles, qu'ils soient vivants, morts, ou disparus. Le centre d'accueil est désert. Des cartons d'aide humanitaire s'entassent dans l'une des salles, flanqués d'une pile de matelas neufs. Aux «guichets», de simples bureaux nu-

mérotés, alignés dans un grand hall lumineux, quelques employés semblent s'ennuyer. Svitlana Valter, médecin de famille dans une clinique d'Enerhodar depuis quarante-deux ans, a quitté sa ville en septembre 2022, quand les Russes ont voulu lui forcer la main pour qu'elle collabore.

Son fils, ingénieur nucléaire, a continué à travailler à la centrale pendant deux ans, refusant de faire allégeance à l'occupant. «Et puis ils sont venus l'arrêter, deux fois, il a passé plusieurs jours en détention. Un jour il m'a appelé de Kyiv», raconte en souriant la médecin de 69 ans. Oleh avait réussi à fuir par la Russie, en faisant croire qu'il allait rendre visite à un proche à Moscou. Il n'a pas voulu raconter à sa mère ce qu'il avait subi dans la geôle russe. «Il m'a dit: on en parlera après la victoire», soupire Svitlana.

CHANTAGE NUCLÉAIRE

Des 11 000 employés ukrainiens de la centrale de Zaporijia avant 2022, il en resterait environ 2 000 qui ont accepté, souvent sous la contrainte, de signer un accord avec l'agence russe Rosatom. Depuis septembre 2022, la plus grosse centrale nucléaire d'Europe ne produit plus d'électricité, ses réacteurs ont été placés en régime de veille. Les combats font planer, en permanence, la crainte d'une catastrophe nucléaire. En mars, Trump a prétendu que le contrôle de la centrale faisait partie des négociations sur un éventuel plan de paix. Volodymyr Zelensky avait rétorqué qu'il s'agissait de la propriété de l'Etat ukrainien, envisageant toutefois une coopération avec les Américains en vue de sa remise en état, si et quand l'Ukraine





nucléaire, occupée par les Russes.



Svitlana Valter le 7 mai à Zaporijia. Médecin à Enerhodar depuis quarante-deux ans, elle a dû fuir sa ville en septembre 2022.

en reprenait le contrôle. Les Russes, qui l'ont transformée en «base militaire», et «utilisent comme moyen de chantage nucléaire international», selon Orlov, n'ont jamais cessé d'en clamer la propriété et assurent pouvoir la relancer d'ici quelques mois. «Ce sont des déclarations vides», tranche le maire.

Zaporijia s'organise pour tenir tête à l'ennemi dans la durée, et ne pas renoncer à une existence normale, tournée vers l'avenir. «Et cet avenir, ce sont nos enfants», dit Fedorov, dont l'administration a relevé que l'une des raisons principales de la fuite des jeunes familles vers d'autres régions n'était pas tant la proximité du front que le manque d'écoles en présentiel. Le Covid, puis la guerre, ont forcé les élèves de la région à suivre les cours à distance, «ce qui a fini par avoir un impact négatif sur le niveau scolaire», dit le gouverneur. Un missile russe met moins d'une minute pour atteindre Zaporijia, ne laissant à personne le temps de se mettre à l'abri. Impossible dans ces conditions de rassembler des enfants dans des écoles ordinaires. Pour permettre aux 150 000 élèves concernés de suivre les cours normalement, des écoles souterraines sont en construction. Il en existe déjà six, une vingtaine d'autres sont en chantier.

La première a été inaugurée en décembre dans le sud-est de la ville, vers le front. A la surface, un bâtiment oblong en brique de quatre étages, l'école numéro 88, bâtie il y a soixante ans. Mais les couloirs sont déserts et silencieux, aucun élève n'y a mis le pied depuis des lustres. Un grand terrain attenant est recouvert de terre fraîchement labourée, grand potager en attente

de semis, dont émergent deux boîtes en béton avec des portes et une colonne d'aération.

Sous terre, invisibles et inatteignables par les drones et les obus, 1 400 m² de salles de classe, de larges couloirs permettant de se dégourdir les jambes pendant les récréations, une cafétéria, des espaces de détente. Le mobilier coloré, les décorations chatoyantes aux murs, les poufs, un baby-foot et une table de ping-pong, une lumière bien dosée et de l'air frais font rapidement oublier que l'on se trouve dans un abri atomique, sept mètres sous terre.

DÉFENSE INSUFFISANTE

Ludmila Zlatova, directrice de l'établissement depuis trente ans, accueille 700 élèves dans de vraies salles de classe, avec du matériel pédagogique sophistiqué, des écrans et des caméras pour que les élèves puissent aussi suivre à distance. Pourquoi construire ces bunkers si la guerre doit s'arrêter bientôt, comme tout le monde ici l'espère ? «Parce que notre voisin restera toujours la Russie», répond la directrice, sans ciller. *Les hostilités vont cesser. Nous vaincrons. Mais la frontière avec la Russie n'ira nulle part. Et nous devons avoir les moyens de nous protéger.*» En attendant, elle a donné l'asile à une école de la petite ville de Houliaïpole, sur la ligne de front.

La situation sur le front est de plus en plus tendue, la pression s'est accrue, le nombre d'attaques aussi. «Poutine sent qu'il va être forcé tôt ou tard de s'asseoir à la table des négociations pour signer un accord de paix», dit le gouverneur. Il cherche à renforcer sa position en amont des

négociations.» Face aux attaques de drones et aux tirs récurrents d'artillerie, la défense antiaérienne de Zaporijia est insuffisante. La ville manque d'abris.

Début mai, une dizaine de «scooters», comme on appelle ici les drones Shahed à cause de leur bruit, se

sont abattus sur la ville de nuit, endommageant des immeubles d'habitation, une école, et un entrepôt, et blessant plus de 30 personnes. Un immeuble de trois étages a été éventré, touché en plein milieu. «Ça tape tout le temps par ici, ils visent MotorSich [un constructeur de mo-

teurs d'aéronefs, ndlr], juste derrière», explique Evhenia, qui regardait la télévision dans l'immeuble d'en face quand toutes les vitres ont volé, la porte d'entrée se tordant d'un coup. La vieille femme fait le geste avec ses mains fripées, comme on essore un torchon. ➜

Nouvelles menaces de sanctions contre la Russie

Les six pays du groupe Weimar +, qui comprend aussi la Commission européenne, ont discuté lundi à Londres des efforts de paix en Ukraine et de la sécurité en Europe.

Il ont beau savoir – d'expérience ! – qu'un post de Donald Trump sur les réseaux sociaux peut tout envoyer valser, les leaders européens veulent apparaître fermes. En fin de matinée, le gouvernement allemand a ressorti la montre, menaçant la Russie de nouvelles sanctions si elle n'acceptait pas l'offre américaine d'un cessez-le-feu avant lundi soir. C'était la limite que les Européens avaient établie lors de la visite à Kyiv samedi. «Poutine n'avait pas besoin de conditions lorsqu'il voulait un cessez-le-feu pour organiser un défilé. Il n'en a pas besoin maintenant», a prévenu le Premier ministre britannique, Keir Starmer. Mais Donald Trump a éclaté la deadline dès le lendemain en disant que les présidents russe et ukrainien devaient se rencontrer pour parler de paix.

L'échéance de lundi soir n'est pas dans le communiqué final des pays du Weimar + qui se sont rencontrés à Londres lundi. «Jusqu'à présent, la Russie n'a pas montré d'intention sérieuse de faire progresser les négociations. Elle doit le faire sans tarder», lit-on

plus sobrement. Ce groupe de nations, réuni pour la sixième fois, comprend le Triangle de Weimar (France, Allemagne, Pologne) élargi à l'Italie, à l'Espagne, au Royaume-Uni et à la Commission européenne. Créé en février, il doit répondre à Vladimir Poutine et à Donald Trump, qui avaient décidé que les négociations de paix se feraient sans l'Europe – et sans l'Ukraine. Pour cette rencontre, Keir Starmer souhaitait également démontrer que le Royaume-Uni était fermement ancré à l'Europe sur la question de l'Ukraine.

Car l'objectif de cette réunion était aussi de réaffirmer les efforts conjoints pour la sécurité euroatlantique. «Les pays européens doivent jouer un rôle encore plus important pour assurer notre propre sécurité», dit le communiqué. La réunion s'est conclue sur les engagements habituels : renforcer les capacités ukrainiennes et menacer Moscou de nouvelles sanctions. Mais sans accord de paix, la promesse «d'étudier la création d'une coalition de forces de réassurance aériennes, terrestres et maritimes» sonne creux. La rencontre à Lancaster House montre surtout à quel point les Européens sont dépendants du vent que souffle Donald Trump... et ils doivent lui dire merci aussi. Ils ont salué «les efforts de paix menés par les Etats-Unis et la perspective de nouveaux pourparlers cette semaine».

MARIE BILLON Intérim à Londres

Par
DAMIEN COTTIN

Le groupe suédois Kaj aurait dû participer à l'édition 2024. Avec leur chaleureux sauna nordique, les grands favoris de la prochaine finale, qui a lieu samedi à Bâle (Suisse), après les demi-finales ce mardi et jeudi, auraient permis à toute la bulle Eurovision de se détendre. Car l'an dernier, la compétition est entrée en zone de turbulences, en raison notamment de la participation d'Israël, en pleine guerre à Gaza. Si l'organisateur, l'Union européenne de radio-télévision (UER), pouvait espérer une édition plus apaisée cette année grâce à sa tenue sur le terrain neutre de la Suisse, la pression à son encontre s'est encore accrue à l'approche de la finale.

«MAL À L'AISE»

Car depuis les attaques du 7 octobre 2023 et la guerre à Gaza, appels au boycott, pétitions et réclamations venant des délégations se sont multipliées pour appeler à l'exclusion d'Israël – une sanction appliquée à la Russie après le début du conflit en Ukraine. En 2024, la chanteuse Eden Golan, représentante de l'Etat hébreu, avait cristallisé les tensions. Elle s'était d'abord vu retoquer son morceau *October Rain*, en raison de paroles jugées trop explicites sur les événements en cours et en vertu du règlement qui interdit les allusions politiques. Elle avait fini par réécrire le texte, après avoir menacé plusieurs fois l'UER de se retirer de la compétition. A Malmö, où se tenait le concours, des manifestations avaient rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes s'opposant à sa participation, tandis que sa performance en finale, comme en demi-finale, avait été amplement huée – ce qui ne l'a pas empêchée d'être classée deuxième du vote du public (cinquième au classement général).

A l'intérieur de l'aréna, l'ambiance était loin de la fête et de la positivité survendue par les organisateurs. Plusieurs candidats avaient signé un communiqué dans lequel ils se disaient «*mal à l'aise de rester silencieux*» face à la situation à Gaza et en Israël. D'autres ont fait l'objet de campagnes, parfois virulentes, les enjoignant de boycotter l'Eurovision et d'abandonner la compétition. Sur scène, plusieurs artistes ont arboré de discrets symboles politiques comme le chanteur suédois d'origine palestinienne Eric Saade, invité à se produire hors compétition à Malmö, qui a arboré un

keffieh à son poignet, ou le candidat belge Mustii qui s'était affiché avec le mot «Peace» écrit sur l'épaule. Dans les coulisses, les organisateurs avaient également dû gérer les relations entre les délégations. A commencer par le comportement des équipes israéliennes pointé du doigt par plusieurs artistes – la représentante polonaise a évoqué des «situations désagréables et grossières», l'Italienne a parlé d'une atmosphère «horrible», tandis que l'Irlandaise a dénoncé une «incitation à la violence» à son encontre. Si la télé publique israélienne Kan avait assuré avoir eu «un comportement digne et respectueux», l'organisateur du concours avait néanmoins reçu plusieurs signalements.

Avec une ambiance si tendue et des incidents à répétition, les organisateurs avaient donné l'impression de perdre le contrôle de la situation. D'autant que, pour la première fois depuis la création du concours en 1956, un candidat avait tout bonnement été disqualifié. Pourtant parmi les favoris, le Néerlandais Joost Klein n'a pas pu participer à la finale après plusieurs altercations avec une cadreuse. Selon le diffuseur de son pays, Avrotros, le chanteur avait «indiqué à plusieurs reprises qu'il ne souhaitait pas être filmé [en dehors de la scène] et cela n'a pas été respecté. Cela a provoqué un mouvement menaçant de sa part». Une plainte avait été déposée auprès de la police suédoise – l'enquête a depuis été interrompue. ●●●



A la cérémonie d'ouverture dimanche à Bâle. Rescapée du 7 Octobre, Yuval Raphael représente Israël avec la chanson

Eurovision Un an après une édition sous tension, la peur de la fausse note

Le concours musical s'ouvre ce mardi en Suisse avec la première demi-finale. Après une édition 2024 émaillée de nombreux incidents, les organisateurs ont tenté cette année de calmer la contestation et de préserver les chanteurs.



New Day Will Rise. PHOTO FABRICE COFFRINI. AFP

●●● Mais la crise en interne a été telle que la rumeur bruissait, à quelques heures de la grande finale, de menaces de retrait venant de plusieurs délégations en signe de protestation.

«COMPLICITÉ»

Pour éviter de faire revivre une «expérience traumatisante» aux artistes, comme l'avait décrite le candidat lituanien Silvester Belt – qui avait été jusqu'à dire regretter de ne pas avoir été éliminé dès la demi-finale –, l'organisation a remanié (certains diront censuré ou confiné) l'édition 2025. Car, cette année encore, la présence d'Israël, et de sa chanteuse Yuval Raphael, met l'UER en difficulté. Le message «d'amour et de solidarité» qu'entend porter l'artiste, rescapée de l'attaque du 7 Octobre, avec sa chanson *New Day Will Rise*, n'a pas semblé atténuer le malaise de nouveau exprimé par plusieurs délégations. D'autant que la délégation israélienne a révélé

que les points attribués par le pays seraient annoncés par Eden Golan.

L'ex-candidate, interrogée la semaine dernière par le *Jerusalem Post*, a d'ailleurs relancé les polémiques sur l'édition 2024 en estimant que la disqualification de son concurrent néerlandais Joost Klein relevait du «karma» et en se réjouissant que le concours se déroule en Suisse, afin que les fans israéliens puissent venir nombreux, contrairement à Malmö, qu'elle qualifie de «ville musulmane».

De son côté, l'artiste non binnaire suisse Nemo, gagnant-e de l'édition 2024, a déclaré, dans une interview au *Huffington Post* britannique, que la participation d'Israël cette année «n'a pas de sens», avant d'exprimer plus clairement soutenir «l'appel à l'exclusion de [l'Etat hébreu] de l'Eurovision» en raison de ses actions «fondamentalement à l'encontre des valeurs que le concours prétend défendre: la paix, l'unité et le respect des

droits humains». Avant cela, les télévisions publiques espagnole, flamande et irlandaise ont appelé à un «débat» sur la participation du pays, quand la Slovénie et l'Islande ont appelé clairement à son exclusion.

La démarche a été soutenue par 72 anciens participants (dont La Zarra, Salvador Sobral ou Jessy Matador) dans une tribune dans laquelle ils dénoncent «la complicité» du diffuseur israélien KAN dans «le génocide des Palestiniens à Gaza», avant d'accuser l'UER de «normaliser ses crimes» et de regretter un «deux poids, deux mesures» par rapport à la Russie. En outre, lors du Turquoise Carpet de dimanche, sorte de cérémonie d'ouverture de la semaine Eurovision, Yuval Raphael a été accueillie par de nombreux drapeaux palestiniens dans la foule réunie devant l'hôtel de ville de Bâle. Après des rencontres avec plusieurs délégations, les organisateurs ont tenté d'apaiser la situation en répondant comprendre «les inquiétudes et les opinions profondes suscitées par le conflit actuel au Moyen-Orient», tout en estimant qu'il ne leur «appartient pas de faire des comparaisons entre les conflits» et en «soutenant» le diffuseur KAN, menacé d'une «privatisation ou d'une fermeture par le gouvernement israélien».

DRAPEAUX

Pour tenter de garantir la sécurité de cette nouvelle édition et le bien-être des participants, l'UER a adopté de nouvelles dispositions. Un «Welfare Producer» a ainsi été chargé d'assurer un environnement «sain et respectueux» au sein de la compétition, renforcé par la mise en place d'un code de conduite que tous les accrédités doivent signer, tandis que de nombreux espaces ont été interdits aux caméras – écho à l'altercation de Joost Klein et aux signalements contre la délégation israélienne – pour s'assurer du consentement des artistes sur leur souhait d'être filmé ou non. Mais d'autres mesures ont, elles, fait grincer des dents et ont relancé les accusations contre l'UER de vouloir calfeutrer le concours. L'organisation a annoncé l'absence de vidéos issues des premières répétitions, qui font habituellement la joie des fans, pour limiter le stress des artistes – des extraits ont été partagés seulement après les secondes répétitions. Mais c'est surtout l'abandon des conférences de presse après les demi-finales qui a subi le plus de critiques. Justifiée par l'UER comme une demande des artistes,

En 2024, pour la première fois depuis la création du concours en 1956, un candidat avait été disqualifié.

afin qu'ils repartent rapidement se reposer après une longue journée sur place, la décision a été vue comme un moyen de contenir les pressions de position des candidats – l'an dernier, certains d'entre eux avaient baillé ou s'étaient cachés derrière leur drapeau pendant qu'Eden Golan s'exprimait.

La vis a également été resserrée sur l'utilisation des drapeaux. Le public pourra désormais arborer ceux de son choix à condition de respecter la loi suisse (ce qui inclut ceux de la Palestine, de la communauté LGBT+ et de l'Union européenne). Un changement important: jusqu'à présent, seules les bannières des pays participants et de la commu-

nauté LGBT+ étaient autorisées – l'Eurovision a toujours été considérée comme *queer-friendly*. En revanche, les artistes n'auront eux plus le droit qu'au drapeau de leur pays. Cette année, il aurait donc été impossible pour Nemo d'arburer fièrement les couleurs de la fierté non binnaire sur scène lors de sa victoire. L'UER a été vivement critiquée pour ce choix. Certains y voyaient une censure des expressions de soutien aux Palestiniens (à l'image du groupe islandais Hatari qui avait brandi une écharpe aux couleurs de leur drapeau en 2019), d'autres regrettant un mauvais signal envoyé à la communauté LGBT+ à l'heure où leurs droits sont remis en cause dans de nombreux pays, y compris occidentaux.

Parieurs et associations de fans tentent de déterminer le successeur de l'artiste suisse Nemo.

Plusieurs candidats font déjà figure de favoris: la France (Maman de Louane), mais aussi la Suède (Bara Bada Bastu de Kaj), l'Autriche (Wasted Love de JJ), les Pays-Bas (C'est la vie de Claude), Israël (New Day Will Rise de Yuval Raphael), la Finlande (Ich Komme d'Erika Vikman), l'Albanie (Zjerm de Shkodra Elektronike) et la Tchéquie (Kiss Kiss Goodbye d'Adonxs). Entre performances vocales épurées et mises en scène loufoques, retrouvez notre tour d'horizon sur notre site.

Crise sanitaire en Nouvelle-Calédonie

«Des gens ont été retrouvés morts chez eux»

L'archipel est confronté à une importante pénurie de soignants depuis les émeutes de mai 2024. Dans le nord de la Grande Terre, les urgences ont fermé et les médecins se font rares. Impuissants, des professionnels alertent sur l'extrême dégradation de l'état de santé de la population.

REPORTAGE

Par
BAPTISTE GOURET
Correspondant en Nouvelle-Calédonie

Dans l'allée qui relie les deux ailes du bâtiment, les bruits de pas lointains d'un homme en blouse blanche viennent rompre le silence pesant qui s'est emparé des lieux. A l'entrée, des lettres imprimées en rouge et orange ont été scotchéées sur un panneau métallique : «Urgences fermées.» Déserté, l'hôpital de Poindimié, ville de 5000 habitants très majoritairement kanak située sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, a perdu à peu près tout ce qui faisait de lui un exemple de santé de proximité. «On a été jusqu'à 70 à travailler ici», se souvient François Baur.

Le médecin généraliste est arrivé de métropole au début des années 2000 dans ce complexe construit en 1998, où il exerçait aux côtés de kinés, d'ergothérapeutes, d'assistantes sociales ou encore d'orthophonistes. Tous ont quitté l'hôpital, entraînant la fermeture des 40 lits. François Baur a désormais pour

seul collègue un médecin burundais, avec qui il partage le planning des consultations du lundi au vendredi, dernière offre de soins encore dispensée par l'hôpital.

Willy Abayizeye est arrivé du Burundi en octobre, après la décision du gouvernement calédonien d'autoriser l'embauche de médecins étrangers pour limiter la pénurie. Le praticien de 47 ans a d'abord cherché un poste en métropole. «C'est difficile de pratiquer la médecine au Burundi. On manque d'au moins tout, on n'arrive pas à mener nos diagnostics à leur terme. Il fallait que je parte», raconte celui qui a fait venir sa femme et ses quatre enfants à Poindimié. «J'ai vu que le cadre de vie semblait agréable et surtout qu'il y avait un vrai besoin de soignants.» Ils sont actuellement une trentaine comme lui, en majorité originaires d'Afrique francophone, à exercer en Nouvelle-Calédonie. Aux yeux des autorités calédoniennes, ils représentent le dernier moyen d'assurer une offre de soins appropriée auprès des 270 000 habitants de l'archipel.

Depuis les émeutes, survenues en mai 2024

après des mois de mobilisation indépendan-

tiste contre un projet de loi visant à ouvrir le corps électoral, le territoire est plongé dans une crise sanitaire inédite, provoquée par un exode des professionnels de santé. Les pouvoirs publics estiment le manque à environ 300 soignants. En réalité, le système de santé calédonien vacillait déjà depuis plusieurs années. Dès 2021 et la crise du Covid, le territoire a commencé à se vider de ses soignants «sacs à dos», des jeunes diplômés venus de métropole pour une courte expérience sur le «Caillou». Les derniers représentants de cette main-d'œuvre essentielle pour l'archipel ont mis fin à leurs contrats lorsque les émeutes ont éclaté. Ils représentaient 20 à 25% des effectifs des hôpitaux publics.

«COMBIEN DE TEMPS ON VA ENCORE TENIR ?»

Un manque difficile à combler pour un territoire dont l'offre de formation se limite à une école d'infirmières, qui en diplôme une trentaine chaque année. D'autant que des médecins et des spécialistes installés de longue date en Nouvelle-Calédonie ont également pris la décision de partir et que les praticiens kanak, obligés de quitter le territoire durant de longues années pour boucler leurs études, restent peu nombreux.

Si la situation affecte l'ensemble du territoire, les zones les plus reculées de la Grande Terre paient le prix fort de l'effondrement du système de santé. L'hôpital de Koumac, dans l'extrême nord de la Nouvelle-Calédonie, a connu le même sort que celui de Poindimié. «Nous avons dû réaffecter le peu d'effectifs qui nous restait vers Koné», explique Joachim Tutugoro, directeur des trois établissements. Avec ses plus de 8 000 habitants, la «capitale» du Nord est désormais la seule

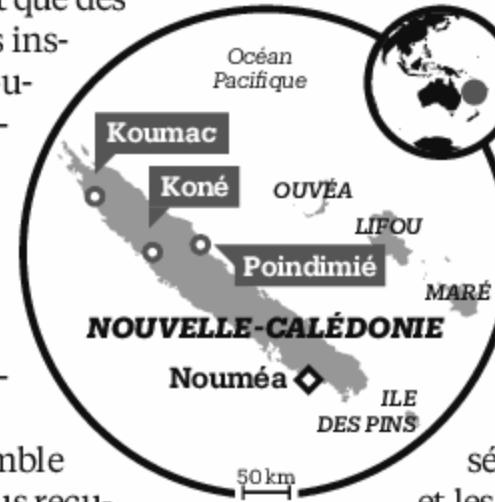
commune de la zone à disposer d'un hôpital opérationnel. Mais sur ce vaste territoire, traversé par une chaîne de montagnes, la fermeture de deux antennes historiques oblige les habitants à parcourir des centaines de kilomètres pour se soigner. L'absence d'un réseau de transports efficace en brousse aggrave cet isolement. Les professionnels de santé alertent sur des malades chroniques qui abandonnent leur traitement. «On entend parler de décès en tribu, des gens ont été retrouvés morts chez eux», rapporte François Baur, inquiet d'un état de santé général «qui se dégrade».

Les malades s'en remettent aux infirmiers libéraux, derniers relais de proximité, dont les tournées s'éternisent. «On a récupéré pas mal de patients auparavant pris en charge en soins externes à l'hôpital», constate Elsa Jacquot, qui exerce à Poindimié. Pendant un temps, ses consoeurs libérales et elle ont accepté d'effectuer des prises de sang pour soulager leurs collègues du dispensaire, débordés par la quantité de prélèvements à réaliser depuis la fermeture de l'hôpital.

«Mais on faisait ça sur nos jours de repos, on a fini par se fatiguer.» En dehors des difficultés d'accès aux soins courants, l'absence de prise en charge des urgences vitales inquiète sérieusement les professionnels et les habitants de la province Nord, en grande majorité kanak. Pour les plus éloignés, trois heures de route sont désormais nécessaires pour se rendre aux urgences. «On met la population en danger, déplore François Baur, opposé à la centralisation des soins à Koné. Si on nous avait laissé une ou deux infirmières, on aurait pu maintenir au moins les urgences de Poindimié.» Leur fermeture, en décembre, représente une «perte de



Le personnel soignant de l'hôpital de Dumbéa, en banlieue de Nouméa, le 6 mai. PHOTO





DELPHINE MAYEUR, HANS LUCAS. AFP

chance énorme, regrette le médecin. D'autant que les dispensaires, qui assuraient souvent des astreintes la nuit et le week-end dans les communes les plus reculées, ont également dû se résoudre à réduire leur activité.

A Poindimié, il n'est pas rare qu'on vienne tambouriner à la porte du domicile des soignants encore en poste. «*La dernière fois, un homme qui s'était planté un hameçon est allé voir la sage-femme chez elle*», rapporte François Baur. Les pompiers sont en première ligne pour compenser ce manque et tentent de se substituer au dernier véhicule du Smur disponible dans la zone, dont les délais d'intervention se sont rallongés.

Aux urgences de Koné, les soignants constatent chaque jour les conséquences de ces prises en charge tardives. «*Une femme menaçait de faire un accouchement prématuré à Ouégoa [situé à deux heures de Koné] cet après-midi. Elle a accouché sur la route, le bébé est décédé*», raconte Virginie Colin, infirmière aux urgences de Koné, à la sortie de son service entamé treize heures plus tôt. Elle reçoit dans son «*logement de passage*», mis à disposition par le centre hospitalier pour le personnel requisitionné. Elle y vit une partie de la semaine avec sa collègue, Caroline Dupuy. Les deux infirmières ont été réaffectées à Koné après la fermeture des services de l'hôpital de Koumac, leur commune de résidence, située à 100 kilomètres au nord. Les premières semaines, elles ont tenté de faire la route tous les jours, «*mais se lever à 4 heures pour rentrer à 21 heures, ça n'était pas tenable*», soupire Caroline Dupuy.

Absentes la moitié de la semaine, elles constatent les effets sur leur vie de famille. «*Je me retrouve à organiser une garde alternée alors que je suis en couple*», se désole Virginie Colin, mère de deux enfants. Ces conditions de travail ne font qu'alimenter, à leurs yeux, la pénurie de soignants. «*On a des collègues*

qui sont parties ou se sont mises en arrêt. On se demande simplement combien de temps on va encore tenir.» Après seize ans à Koumac, l'infirmière a mis en vente sa maison et prévoit de quitter l'archipel.

«*C'est bien d'essayer d'attirer des soignants, mais il faudrait déjà faire en sorte de conserver ceux qui sont restés*», lâche Caroline Dupuy. Avec d'autres professionnels de santé et des citoyens, elle a fondé le collectif «SOS du Nord : santé en péril» pour alerter le gouvernement calédonien, dirigé depuis janvier par un président loyaliste, sur la nécessité de rétablir les soins de proximité en province Nord, pilotée, elle, par une majorité indépendantiste modérée. Sans succès. «*C'est un dialogue de sourds.*» Avec des citoyens et des pompiers volontaires, des soignants de Koumac ont mis en place un «Samu populaire», composé d'une poignée de bénévoles prêts à intervenir en cas d'urgence pour prodiguer les premiers soins, sur demande du médecin régulateur basé à Nouméa, en attendant les secours. Ils ont également équipé un véhicule de matériel médical pour transporter des patients à Koné. «*Un pansement sur une jambe de bois*», estime Caroline Dupuy.

«SENTIMENT D'INSÉCURITÉ»

Les autorités, quant à elles, affirment concentrer leurs efforts sur la recherche de nouveaux soignants. Le membre du gouvernement local en charge de la santé, Claude Gambey, multiplie ces dernières semaines les déplacements dans les structures hospitalières et universitaires françaises, pour signer des conventions de partenariat et garantir un renfort de personnel à la Nouvelle-Calédonie dans les périodes de tension. «*Il faut créer un choc d'attractivité*», suggère Philippe Gomès, du parti Calédonie ensemble (non indépendantiste modéré). Avec son groupe, il a déposé un amendement lors de l'examen au Congrès (le Parlement local) d'un projet de loi sur la fiscalité afin d'exonérer d'impôts pendant trois ans les professionnels de santé prêts à s'installer dans les déserts médicaux du territoire. La mesure a été rejetée par une majorité d'élus, qui estimaient l'effort trop important alors que l'archipel cherche désespérément de nouvelles recettes. «*C'est quoi le prix d'un mort dans notre pays?*» s'est emporté Philippe Gomès dans l'hémicycle.

Dirigée par les loyalistes, la province Sud, qui concentre les richesses et les trois quarts de la population calédonienne, a élaboré un «kit» destiné aux infirmiers, comprenant la prise en charge des billets d'avion, une aide au logement, une prime à l'installation et même des cartes-cadeaux d'activités touristiques. La province Nord, moins dotée, envisage de copier ce dispositif. «*L'aspect financier n'est pas le seul levier à activer*, nuance François Baur, conscient des aspirations des jeunes infirmiers peu disposés à enchaîner les week-ends de garde. «*Il faut offrir une certaine souplesse dans les contrats, avec des récupérations et des périodes de disponibilité.*»

«*La principale difficulté, c'est le sentiment d'insécurité qui ne s'est pas encore totalement dissipé*», considère pour sa part Joachim Tutugoro, directeur du centre hospitalier du Nord. L'agression d'un infirmier libéral, frappé au visage par un patient le 13 avril, n'a fait que le renforcer. Ces violences «*aggravent encore la situation et découragent celles et ceux qui tiennent le système à bout de bras*», a réagi la Fédération des professionnels libéraux de santé. Le phénomène pourrait continuer de se dégrader. Dans une récente étude menée sur un panel de 600 soignants, 47% d'entre eux envisageaient de quitter la Nouvelle-Calédonie prochainement. ◆

Bordeaux CLIMAT TOUR



Débats Vikash Dhorasoo, Lauren Bastide, Dominique Méda, Jean-Baptiste Fressoz, François Gemenne, Frah (Shaka Ponk), Léa Falco, Thomas Legrand, Yamina Saheb, Nora Hamadi DJ Set MC danse pour le climat, La Fine Equipe / Lieux Athénée Municipal et Université de Bordeaux - Campus Victoire

16/17 mai
Gratuit sur inscription

Pollution Dans les Ardennes, l'usine Métal blanc plombe encore Bourg-Fidèle

ENQUÊTE

Condamnée pour «mise en danger de la vie d'autrui», l'entreprise de recyclage de batteries continue de nuire à l'environnement de la commune. «Libération» est allé à la rencontre de ses habitants et de son maire, qui oscillent entre inquiétude et «loi du silence».



Le maire de la commune, Eric Andry, recueille les plaintes des habitants.

Par
**MARIANNE
BARBOSA-ANASTASE**
Envoyée spéciale à Bourg-Fidèle
(Ardennes)
Photos **ALBERT FACELLY**

Eric Andry laisse tomber un lourd dossier sur la table. Epais d'une quinzaine de centimètres, il renferme toute l'histoire du site Métal blanc, installé au cœur du village de Bourg-Fidèle, dans les Ardennes, depuis 1968. Celui qui aura causé le plus de cauchemars à ce maire, qui n'est d'ailleurs pas au bout de ses peines. Vingt ans après sa première condamnation en 2005 par le tribunal de Charleville-Mézières, l'entreprise du même nom – autoqualifiée «d'écocitoyenne» et qui revendique son appartenance à l'économie circulaire via plusieurs certifications – est toujours visée par des arrêtés préfectoraux, pointant des dépassements récurrents des rejets autorisés en zinc et en plomb. Mais les autorités n'ont jamais ordonné sa fermeture.

A partir de batteries usagées et de tout autre déchet plombeux, l'usine en produit de nouvelles, ainsi que des câbles et du plomb laminé.

Forte d'un chiffre d'affaires annuel de 50 millions d'euros et d'un effectif de 50 salariés, elle est le seul site Seveso «seuil haut» des Ardennes – considéré comme présentant un risque majeur de catastrophe industrielle.

En 2010, la Cour de cassation a définitivement condamné la société Métal blanc pour le double délit de «pollution» et «mise en danger de la vie d'autrui». Elle avait dû s'acquitter d'une amende de 100 000 euros pour avoir contaminé les sols, le ruisseau et l'air de Bourg-Fidèle entre 1996 et 1999, et verser 133 000 euros aux familles victimes de saturnisme, une intoxication au plomb, particulièrement dangereuse pour le développement du cerveau des enfants, qui affecte également les os et les reins.

L'affaire refait surface le 20 mars. La préfecture, la caisse primaire d'assurance maladie des Ardennes et l'agence régionale de santé (ARS) Grand-Est publient le bilan d'une campagne «d'incitation» au dépistage du saturnisme, visant la population de la commune. Si aucun cas n'est alors recensé, il est tout de même fait état d'un nombre indéterminé de personnes chez qui les taux de plomb relevés dépassent le

seuil de vigilance. En réalité, l'étude est surtout le reflet du tabou que représente l'usine – et l'idée que ses activités doivent perdurer coûte que coûte – parmi les habitants.

Pour preuve: à Bourg-Fidèle, personne ne connaît quelqu'un ayant participé à cette fameuse campagne de dépistage. Pas même du côté de la mairie, de l'école, de l'association des parents d'élèves ou du club de foot... Une habitante finit par mentionner quelques enfants dont la plombémie est anormale, avant de préciser que leurs parents ne souhaitent pas s'exprimer davantage.

«*Dans les petits villages, c'est la loi du silence*», dit-elle simplement. Sur les 830 riverains, 265 sont pourtant concernés par cette initiative lancée en septembre, qui ne cible que les enfants de moins de 18 ans et les femmes enceintes.

Surexposition permanente

Les résultats du dépistage sont succincts. Un communiqué annonce que les taux de plomb varient de 3,3 à 31 microgrammes par litre ($\mu\text{g}/\text{L}$), soit «tous en dessous du seuil de 50 $\mu\text{g}/\text{L}$, niveau à partir duquel on parle de saturnisme». Mais seules 64 personnes ont répondu à l'appel.

«Certains n'ont pas osé refaire des analyses», commente l'édile, Eric Andry, un peu ennuyé. Est-ce que les gens ne veulent pas savoir si les résultats de leurs enfants sont positifs? Quand on parle de dépistage et de saturnisme, tout le monde se dit:

«Ça y est, Métal blanc, c'est reparti...» Contactées, l'ARS Grand-Est et la préfecture des Ardennes n'ont pas détaillé ce bilan. Et la mairie de Bourg-Fidèle, le conseil départemental et l'académie de Reims, tous conviés à une réunion



L'usine est installée dans le village depuis 1968.

d'information organisée par l'ARS et la préfecture au sujet de cette campagne, n'ont pas eu accès au rapport complet... Il y a pourtant de quoi réagir. Une note du Haut Conseil de la santé publique (HCSP), publiée en 2021, observe que «dans toutes les classes d'âge, certains des effets du plomb sur la santé sont sans seuil de dose : autrement dit, ils peuvent être observés même à des faibles niveaux de plombémie». Le rapport mentionne des risques cognitifs, sur le comportement, l'audition et les reins chez les enfants, et notamment la pression artérielle pour les adultes. Le HCSP est formel : le seuil de plombémie des enfants de 7 à 17 ans indiquant une surexposition au métal est établi à 30 µg/L, et non 50 µg/L.

Dans un courrier adressé aux laboratoires dans le cadre de ce dépistage, l'ARS Grand-Est préconise de prescrire une plombémie de suivi, en cas de doute, jusqu'à 6 ans des enfants, «compte tenu de la persistance de l'exposition sur la commune». Mais l'organisme n'établit aucun lien entre cette réalité sanitaire et les activités passées ou présentes de l'entreprise Métal blanc. Le premier jugement prononcé à l'encontre de la société par le tribunal de Charleville-Mézières l'affirmait pourtant déjà en 2005 : «Les experts concluent à l'existence d'un lien direct entre les diverses pollutions au plomb, au cadmium, à l'arsenic et les activités de l'usine Métal blanc durant une vingtaine d'années.»

«Peur que ça continue»

Le site a depuis été placé sous surveillance, et relève du régime des installations classées pour la protection de l'environnement. La Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de la région Grand-Est est chargée de son inspection, et communique ses résultats une à deux fois par an lors d'une commission préfectorale à Charleville-Mézières. Convié, Eric Andry y apporte un petit cahier bleu, dans lequel il consigne les

plaintes des habitants, liées aux odeurs et au bruit émis par l'usine. «On a toujours peur que ça continue», souffle le maire, accoudé à son bureau. La société Métal blanc a été visée par cinq arrêtés préfectoraux de mise en demeure depuis 2021, mentionnant «des dépassements récurrents en zinc et en plomb» sur les conduits de son site. Le dernier en date, publié le 24 mars, souligne que ce sujet avait déjà été relevé lors d'une visite d'inspection en juillet 2023. «Des non-conformités ont été constatées presque tous les mois depuis novembre 2022», indique l'arrêté. Au mois d'octobre, les valeurs maximales en zinc étaient par exemple 86 fois supérieures à la limite d'émission. «Des dépassements récurrents des valeurs limites d'émission concernant les rejets atmosphériques peuvent impacter la santé des riverains», avertit ce même rapport. Un habitant suit ce dossier avec attention. José Andry – qui est, par ailleurs, le cousin du maire – assiste à la commission de la préfecture en tant qu'observateur des activités de l'usine sur l'environnement. Il regrette des imprécisions et la non-obligation de communiquer certaines données. Pour évaluer ses retombées atmosphériques, deux jauge se trouvent à l'intérieur du site. Ce sont les seules dont les rejets ne sont pas exprimés en taux de plomb par l'entreprise, mais en «indicateur de diffuse» – soit mêlés à d'autres métaux. «Cela fait plusieurs fois que je demande leur quantité de plomb. L'usine me répond : "On ne la mesure pas, et on n'a pas l'obligation de vous la donner"», raconte le retraité, irrité. Pour lui, ces informations sont importantes : le gymnase de Bourg-Fidèle, fréquenté par les enfants, se trouve juste en face de l'usine. «J'ai posé ce problème en préfecture et on m'a dit qu'on n'avait pas besoin de connaître le taux de plomb retombant sur ces deux

bornes. Je suis certain que l'entreprise le mesure, mais qu'elle ne veut pas le donner», soupire José Andry, qui réclame ce détail depuis dix ans. Interrogée, la Dreal de la région Grand-Est affirme que les résultats de cette surveillance «montrent que l'impact des rejets actuels de Métal blanc n'est pas préoccupant pour l'environnement ou pour la santé des riverains». Et ajoute : «Les valeurs limites imposées dans l'arrêté préfectoral sont nettement inférieures aux valeurs limites européennes ou nationales.» Pas sûr que cela suffise à rassurer le maire. «Cela fait vingt-cinq ans que l'usine nous mène en bateau.» Sans militer pour sa fermeture, Eric Andry se montre ferme sur un point : «Ce n'est pas l'emploi qui prendra le dessus sur la santé publique.» Le village est pourtant forcé de vivre avec cette pollution. Les habitants cultivent des potagers dans des sols qu'ils savent contaminés aux métaux lourds. Dans une interview au journal *l'Ardennais*, le délégué territorial de l'ARS confirme que les taux les plus importants à Bourg-Fidèle «font état de plus de 300 milligrammes par kilo de sol de plomb». C'est précisément ce seuil, déterminé par le HCSP, qui avait été retenu pour imposer la dépollution des sols autour de l'usine Metaleurop, dans le Pas-de-Calais, mastodonte de la production de métaux non ferreux et fermée en 2003. Une telle opération n'a pas été menée depuis bien longtemps autour du site Métal blanc. Aujourd'hui, l'entreprise propose tout de même aux volontaires de faire analyser les récoltes de leurs potagers. Une habitante ayant requis l'anonymat – des membres de sa famille travaillent à l'usine – fait pousser des fruits et légumes dans son jardin situé à 800 mètres. En octobre, tous étaient dans les normes, excepté ses framboises, qu'il lui a été formellement déconseillé

de consommer. Elle raconte qu'elle n'a pas suivi cette recommandation, en plus de n'avoir reçu aucune trace écrite des relevés. «Les rejets de l'usine ne sont pas ressentis par la population, donc elle ne s'en plaint pas», observe Eric Andry. Mais la localisation de l'entreprise au cœur de Bourg-Fidèle a toujours posé problème. Alors que le site industriel possède sa propre station d'épuration, ses émissions se retrouvent jusque dans les boues de celle du village. Un document de la chambre d'agriculture des Ardennes indique qu'un prélèvement réalisé présente une concentration en plomb de 513 mg/kg, le seuil maximal étant fixé à 800 mg/kg. Depuis les révélations de la pollution des eaux du village au début des années 2000, la mairie a interdit la pêche dans le ruisseau de la Murée, qui passe derrière le site industriel. «Personne ne veut donner l'autorisation de repêcher dedans, explique le maire en haussant les épaules. S'il n'y avait pas cette usine, on aurait beaucoup moins de problèmes.»

«Rescapés de l'industrie»

Mais une autre logique prévaut en ces terres ardennaises, profondément marquées par la désindustrialisation au tournant du millénaire. En dix ans, plus de la moitié des fonderies du département ont fermé. «Tout s'est effondré, commente Frédéric Degraeve, correspondant pour le quotidien *l'Ardennais* à Bourg-Fidèle. Alors, pour 50 personnes qui y travaillent encore, il faut sauvegarder l'emploi. Les quelques rescapés de l'industrie qu'il reste, il ne faut pas y toucher.»

Une association de défense de l'environnement, regroupant les parents des enfants touchés par le saturnisme, avait été créée à Bourg-Fidèle avant que l'affaire ne soit médiatisée dans les années 2000. Ses fondateurs avaient été lourdement intimidés par certains ouvriers de l'usine, inquiets de perdre leur travail. «Il y a eu une espèce de guerre civile entre ceux qui souhaitaient sa fermeture et les autres», raconte l'une de ses anciennes membres, aujourd'hui âgée de 78 ans. Aucun habitant n'a souhaité reprendre les activités du collectif.

Le sujet reste sensible dans le village, même si l'usine n'est plus directement menacée de fermeture. L'un de ses jeunes salariés, qui a souhaité rester anonyme, veut croire que les activités du site ne sont «pas en lien» avec les taux de plomb relevés. Un autre, plus âgé, jure que la direction «use de tous les moyens pour protéger la santé de ses employés». Contactée, l'entreprise Métal blanc n'a pas répondu à nos sollicitations. «Avant, on n'avait pas toutes ces données qui nous permettaient de réaliser le danger, mais aujourd'hui, on sait», souffle Eric Andry. «Fermer boutique ne fait jamais plaisir, confie un membre de l'équipe municipale. Mais les autorités auraient dû faire partir Métal blanc.» Et le maire de repartir avec son dossier sous le bras, pas près d'être refermé. ◆



En dix ans au début des années 2000, la plupart des fonderies ardennaises ont fermé.

carnet

ANNIVERSAIRE DÉCÈS

Valence (26)
Le Chesnay
Rocquencourt (78)

Guy-Noël MOSER

nous a quitté le 13 mai 2002.

Il est infiniment présent dans nos coeurs.

Ayez une douce pensée pour lui.

DÉCÈS

Montreuil (93)
Anna, Samuel, Nadège, Stéphane, ses enfants, leurs conjoints et leurs enfants, Anny, Nicole, Guy, ses frères et sœurs, leurs conjoints, leurs enfants et petits-enfants, ainsi que tous ses nombreux amis,

ont la tristesse de vous annoncer le décès de

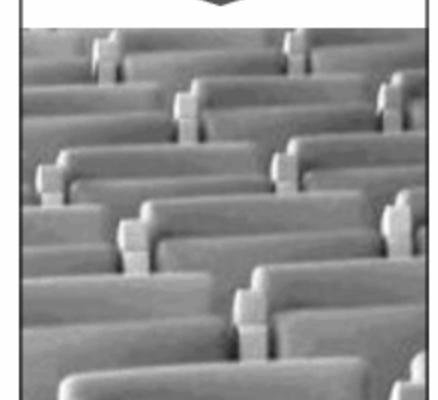
Robert DARDOUR

survenu le mercredi 7 mai 2025.

C'était sa dernière séance !

L'enterrement aura lieu le jeudi 15 mai 2025, au cimetière nouveau de Montreuil (Seine-Saint-Denis), à 14H00, au 30 avenue Jean moulin, à Montreuil.

Libération



Vous organisez un colloque, un séminaire, une conférence...

Contactez-nous

Réservations et insertions

la veille de 9h à 10h pour une parution le lendemain

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne

Forfait 10 lignes :

153 € TTC pour une parution

15,30 € TTC la ligne suppl.

abonnée et associations : - 10 %

Tél. 01 87 39 80 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnnet-libre@teamedia.fr

**IL N'Y A PAS
QUE LE DIGITAL
DANS LA VIE**



Fragmenté, complexe, et de plus en plus éphémère, le paysage médiatique actuel pousse les annonceurs à l'immédiateté. Au détriment, parfois, des marques et de leurs fonctions fondamentales d'impact.

Nous avons une ambition : leur redonner leur pleine puissance, avec des stratégies à haute valeur ajoutée et des idées qui les subliment.

Nous croyons profondément aux pouvoirs des médias en mutation, comme ce journal que vous tenez entre les mains. Quand certains voient leur ère révolue, nous voyons la résilience et une capacité unique à faire résonner les marques auprès de leurs publics.

Au cœur d'un grand groupe de communication expert en marketing digital, nous revendiquons une approche à contre-courant pour construire des marques fortes, amplifier la performance et pérenniser la création de valeur.

Nous sommes 7KIDS, la nouvelle agence du groupe Labelium au service de la convergence media.



7kids.fr



LIBÉ.FR

En Argentine, des caisses de champagne renfermaient des documents nazis

Selon les informations publiées par la presse argentine, les autorités ont découvert par hasard, au sous-sol de la Cour suprême à Buenos Aires, une multitude de documents saisis en 1941 par les services des douanes, qui pourraient renseigner les historiens sur l'étendue de l'influence nazie en Argentine à l'époque. PHOTO AFP

A Paris, au cœur de la cérémonie secrète de l'extrême droite

En marge de la manifestation néofasciste organisée samedi dans la capitale, des militants se sont discrètement rassemblés pour «honoré la mémoire de l'un des leurs. «Libération» révèle en exclusivité le déroulement du rassemblement, tenu entre saluts nazis et symboles SS.

Par
MAXIME MACÉ
et **PIERRE PLOTTU**

Côté face, c'est un défilé sinistre derrière de grands drapeaux noirs frappés de la croix celtique des néofascistes. Côté pile, c'est encore pire. *Libération* a révélé lundi des images exclusives (à retrouver sur notre site) des coulisses de la manifestation d'extrême droite radicale qui s'est tenue samedi à Paris, à l'appel du «C9M» (Comité du 9 mai). Dans la petite cour de l'immeuble de la rue des Chartreux (VI^e arrondissement) où se termine la marche, les militants radicaux se sont livrés à des saluts nazis pour «honoré la mémoire d'un des leurs, Sébastien Deyzieu, mort accidentellement sur les lieux le 9 mai 1994.

Influenceurs. Avant cela, un millier de manifestants néofascistes se sont rangés en ordre dans la rue des Chartreux après avoir déambulé en colonnes, presque au pas, dans le quartier de Port-Royal sous les lazzis des passants, choqués de les voir défiler ainsi. Sous la protection des forces de l'ordre et après avoir repoussé badauds et journalistes, ils ont écouté

religieusement les discours de leurs chefs dans une ambiance qui n'est pas sans rappeler les meetings nazis d'avant la Seconde Guerre mondiale. Notamment quand un des orateurs s'est emporté, clamant que «le combat engagé aujourd'hui contre nos ennemis doit se terminer par leur écrasement pour créer ce monde européen qui nous permettra de perpétuer notre héritage pour mille ans». Une référence évidente au «Reich de mille ans» qu'ambitionnaient d'établir les dirigeants nazis. Tous ont ensuite entonné *les Lansquenets*, un chant très en vogue de la mouvance et ancien hymne officiel du Front national de la jeunesse, devenu RNJ.

Comme le révèlent les images captées par *Libération*, la cérémonie dans la cour débute vers 18 heures. Tout d'abord avec l'installation de la bannière à croix celtique et des trois gerbes servant de décor pour cet hommage. Parmi celles-ci, la plus grosse, au centre, est signée des «camarades» français de Deyzieu. Les deux autres ont été achetées par des groupes étrangers ouvertement néonazis, les Allemands de Dritte Weg et les Espagnols de Devenir Europeo qui déploraient l'avant-veille que le 8 mai, date de la victoire des Alliés sur le nazisme, soit «le jour de la défaite européenne». Selon nos informations, ces fanatiques ont célébré le 20 avril le «135^e anniversaire» de la naissance d'Adolf Hitler. Des nazis, même pas «néo».

Seule une poignée de militants triés sur le volet a pu se rendre dans la petite cour de cet immeuble de la rue des Chartreux pour un dernier hommage à Deyzieu, mort sur place, poursuivi par la police, en mai 1994. Parmi les élus, Marc de Cacqueray-Val-

menier, chef du GUD, un groupuscule d'extrême droite dissous en juin en raison de la violence et du racisme de ses militants. Sur les images de *Libération*, il est parfaitement reconnaissable au premier rang et chante avec ses hommes, dans une posture martiale, un vieux chant militaire. D'autres défilent ensuite, ici déployant le drapeau de leur groupuscule pour une photo souvenir, là immortalisant la scène comme des influenceurs des réseaux sociaux.

Se croyant à l'abri des regards, plusieurs de ces militants d'extrême droite vont alors exécuter des saluts nazis. Si, contrairement à l'Allemagne, ce geste n'est pas formellement interdit par le code pénal, il peut entraîner des poursuites pour «incitation à la haine raciale» et «apologie de crime contre l'humanité» selon le droit français.

Des gestes qui seront répétés par plusieurs autres membres de la manifestation comme l'attestent nos images. Des documents importants car dévoilant la véritable idéologie qui se cache derrière un pseudo-hommage à une personne décédée mais vraie démons-



Dans la cour d'un immeuble de la rue des Chartreux, samedi. PHOTO «LIBÉRATION»

tration de force des nostalgiques des années 30 rêvant de renverser la République.

Tatouage. Libé a d'ailleurs pu identifier plusieurs autres symboles renvoyant à la dictature nationale-socialiste au cours de cette manifestation. Comme ces tambours ornés de flammes maniés par deux militants en tête de cortège et qui sont la copie de ceux utilisés par les Jeunesse hitlériennes, ces adolescents fanatisés qui seront incorporés de force dans l'armée nazie à partir de 1943. Ou ce tatouage arboré par un manifestant représentant une croix de guerre allemande de la Seconde Guerre mondiale ornée d'une croix gammée, surmonté par une *totenkopf*, cette tête de mort symbole des SS.

La préfecture de police de Paris avait initialement interdit cette manifestation annuelle en arguant d'un risque de troubles à l'ordre public. Mais le tribunal administratif de la capitale a suspendu cette mesure vendredi soir, estimant que «la même manifestation organisée l'année dernière n'avait donné lieu à aucune poursuite de manifestants». A la dispersion de l'édition 2023 du C9M toutefois, ces nervis avaient agressé un passant. Assistant à la scène, un de leurs aînés les avait interpellés : «Hey, les gars, on n'est pas avec un bougnoule: c'est un contre un, pas dix contre un, merde!» Treize personnes ont été interpellées samedi, essentiellement des contre-manifestants, selon la préfecture de police de Paris. Comme lors des précédentes éditions de cette manifestation, nombre de participants et de membres de son service d'ordre avaient par ailleurs le visage masqué sur la voie publique, en contravention avec l'article 431-9-1 du code pénal. Si, en 2024, la police avait retardé le départ du cortège pour tenter de contraindre les militants d'extrême droite à défilé à visage découvert, mais sans succès, cette année les agents mobilisés n'ont même pas pris cette peine, selon nos journalistes sur place. Interrogée sur ce point, la préfecture de police a annoncé à Libé que «le préfet de police a signalé ce matin [lundi] au titre de l'article 40 à la procureure de la République les faits de dissimulation volontaire du visage au sein d'une manifestation». ♦

LIBÉ.FR

Retrouvez nos images exclusives en scannant ce QR code.





LIBÉ.FR

Boostés par les réseaux sociaux, les stéréotypes de genre gagnent du terrain chez les jeunes

Les jeunes plus ouverts d'esprit que leurs aînés ? «Ce qu'on pensait automatique ne se vérifie plus», répond Clément Beaune (photo), haut-commissaire au Plan. Une enquête de France Stratégie menée auprès de personnes de 11 à 17 ans, rendue publique lundi, montre une adhésion précoce aux idées reçues sexistes chez les adolescents. PHOTO AFP

Sport Le président de la FFF propose une refonte du football professionnel

Image dégradée, baisse drastique des droits TV, incertitude pour la diffusion de la Ligue 1 la saison prochaine, piratage, déficit des clubs estimé entre 1,2 et 1,3 milliard : le foot professionnel craque sous la plupart de ses coutures. De quoi inciter le président de la FFF, Philippe Diallo, à sortir l'artillerie lourde pour réformer l'ensemble. Le président propose notamment de s'inspirer du modèle de nos voisins anglais, avec le remplacement de la Ligue de football professionnel par une «société de clubs» : «Une sorte de Premier League à la française.» Ce projet prévoit également une modification de la gouvernance.

Economie La famille Saadé entre au capital de Pathé à hauteur de 20 %

Après les médias, le cinéma. La famille Saadé entre au capital de Pathé par le biais de son holding Merit France, a annoncé lundi le leader de l'exploitation de salles de cinéma. «Cette opération a pour objectif de donner à Pathé les moyens d'accélérer son développement», explique Pathé. La famille Saadé, c'est avant tout CMA CGM, société de transport maritime, troisième armateur mondial, dont le directeur, Rodolphe Saadé, a racheté la Provence en 2022, la Tribune en 2023, puis BFM-RMC en 2024. Avec l'entrée au capital de Pathé, ce dernier ambitionne de «contribuer au développement du secteur et de promouvoir la culture cinématographique française».

Social Chez Lidl, une grève pour des «conditions de travail décentes»

Le conflit social chez Lidl ne faiblit pas. L'intersyndicale (CFDT, CGT, CFTC et FO) a invité lundi les salariés du distributeur à faire grève «tous les jeudis, vendredis, samedis et dimanches». Les représentants des salariés entendent ainsi dénoncer une «augmentation exponentielle de la charge de travail» qui «ruine [leur] santé», et «contre l'obligation du travail le dimanche et les jours fériés». Ces organisations syndicales dénoncent aussi «une baisse massive des effectifs». Depuis «neuf mois» et l'arrivée de John-Paul Scally à la présidence de Lidl France, «il n'y a plus de dialogue social», déplorait Christophe Lefevre, délégué CFTC le 12 mars.

Le plaider-coupable criminel, une idée réchauffée par Darmanin

Gérald Darmanin a encore parlé. Ou plutôt, écrit. Dans un courrier envoyé dimanche à la presse et à la magistrature, le ministre de la Justice dresse des pistes pour régler les nombreux maux de l'institution dont il a la charge. Parmi eux : les délais d'audience d'homologation se tient ensuite devant un juge. Gérald Darmanin souhaite donc que les crimes puissent eux aussi faire l'objet d'une CRPC. Cette création était proposée en 2009 par le comité présidé par le magistrat Philippe Léger. L'objectif à l'époque était, déjà, de désengorger les cours d'assises. C'est d'ailleurs pour ce même motif qu'ont été créées les cours criminelles départementales, où sont jugés, sans jurys populaires, les accusés de crimes passibles de moins de vingt ans de réclusion.

Plus récemment, c'est l'un des rapports

commandés par le précédent ministre de la Justice, Didier Migaud, qui a porté cette proposition : «La mission est convaincue de la nécessité d'instaurer, en matière criminelle, une procédure prenant en compte la reconnaissance des faits par un accusé majeur. Au vu des avis divergents recueillis, elle propose une phase d'expérimentation», lit-on dans ce document consulté par Libé. La création d'une CRPC criminelle charrie son lot de

critiques. C'est globalement la crainte d'une justice rendue trop vite et donc passant à côté de ses objectifs qui prédomine chez les juristes et les justiciables. Vouloir créer des plaider-coupables pour les infractions les plus graves «indique une méconnaissance complète de la justice criminelle, du temps dont on a besoin pour juger une affaire, quelle qu'elle soit, tance la secrétaire nationale du Syndicat de la magistrature, Manon Lefebvre. Même une affaire "simple" nécessite de prendre du temps».

L'avocat Carbon de Seze, élu au Conseil national des barreaux, abonde :

JUSTICE «Une CRPC criminelle peut permettre de réduire le nombre de dossiers dans les juridictions de jugement, mais cela se fait aux dépens de la compréhension du crime. Et je pense que c'est très néfaste, parce que si on ne comprend pas le crime, on ne peut pas le prévenir.»

Contraintes. «Le ressenti des victimes concernant ce type de procédure est très mauvais parce qu'elles n'ont pas la possibilité de s'y exprimer, s'alarme

Jérôme Moreau, vice-président et porte-parole de la fédération France Victimes. Ce dont j'ai peur, c'est qu'elles acceptent cette façon de faire en étant contraintes par l'engorgement des juridictions et des lenteurs d'audience.» «Les procès criminels sont utiles pour la victime. Elle va entendre des choses à l'audience, on recommence l'instruction à la barre, il y a une pluralité d'acteurs qui s'expriment, parfois même l'auteur...», ajoute-t-il.

Parmi les moins réticents à la création d'un plaider-coupable criminel, il y a l'Union syndicale des magistrats : «On ne donne pas notre accord de principe, car on attend de voir quelle forme prendra cet outil juridique», prévient Ludovic Friat, son président, pour qui la mesure pourrait contribuer à absorber une partie du contentieux des cours criminelles. Mais «on peut imaginer toutes les réformes que l'on veut, on ne résoudra rien si on ne met pas derrière des moyens, et surtout des personnels en plus», conclut-il.

FABIEN LEBOUcq

A lire en intégralité sur Libé.fr

En Turquie, une paix incertaine après l'annonce de la dissolution du PKK

Après des mois de tractations entre le gouvernement turc et le mouvement kurde, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé lundi sa dissolution, par un communiqué relayé par une agence de presse proche de l'organisation. Le groupe armé a déclaré que «[sa] lutte avait brisé la politique de déni et d'anéantissement [du peuple kurde] et amené la question kurde à un point où elle peut être résolue par une politique démocratique», affirmant de la sorte que sa «mission était terminée». Cette déclaration intervient après la tenue par le PKK d'un congrès, du 5 au 7 mai,

dans les montagnes du Qandil. Elle répond ainsi à l'appel formulé par le chef du mouvement Abdullah Ocalan qui, depuis l'île-prison d'Imrali, avait en février enjoint le PKK à se «dissoudre» et à «déposer les armes». Il s'agissait là de l'aboutissement de pourparlers entamés en octobre 2024 après que Devlet Bahçeli, chef du parti d'extrême droite avait intimé au PKK de déposer les armes en échange de la libération d'Ocalan.

En annonçant sa dissolution, le PKK marque un tournant historique : il met fin à plus de quarante ans de lutte armée contre l'Etat turc

ayant causé la mort de plus de 40 000 personnes et entraîné l'exode de centaines de milliers d'autres. Reste que les contours de cette dissolution demeurent incertains et soulèvent de nombreuses questions.

Citant des sources officielles turques, le média *Middle East Eye* révélait lundi que des études juridiques étaient en cours afin de permettre aux membres du PKK «qui n'auraient pas participé à des attaques terroristes» d'être autorisés à retourner en Turquie et à «réintégrer la vie civile». Il est aussi question de libérer d'autres prisonniers politiques de haut rang, dont

Selahattin Demirtas, ancien candidat à la présidentielle kurde, emprisonné depuis 2016. Un autre pilier des négociations semble être l'avenir des Kurdes en Syrie et l'intégration des Forces démocratiques syriennes, soit la branche syrienne du PKK, à l'administration présidée par Ahmed al-Charaa.

Reste à savoir si des concessions linguistiques et culturelles seront faites au mouvement kurde, d'autant que le pouvoir devra, par ailleurs, ménager l'opinion publique turque.

KILLIAN COGAN

Correspondant à Istanbul
A lire en intégralité sur Libé.fr

Le Touquet

C'est la ville la plus ensoleillée de France en avril. Le nord du pays sous un soleil ardent, le sud sous des trombes d'eau. Côté météorologie, la France a encore eu la tête à l'envers durant ce mois : le soleil a été excédentaire de 10 % sur une large moitié nord et jusqu'à 30 % de la Normandie aux frontières du nord. Au contraire, il a été déficitaire de plus de 10 % sur la Provence par rapport aux normales saisonnières. Ainsi, seulement 165 heures de soleil ont été enregistrées à Dax (Landes) et 202 heures au Luc (Var) contre 271 heures au Touquet (Pas-de-Calais). En mars déjà, Calais était la ville la plus ensoleillée de France, avec 222 heures de soleil. (avec AFP)



LIBÉ.FR

«Nous tenons bon» : à Paris, des concerts pour dénoncer la menace de dissolution

d'Urgence Palestine Après l'annonce de la procédure de dissolution du groupe par Bruno Retailleau, des concerts ont été organisés par les collectifs Artists Against Apartheid et Urgence Palestine et un dernier est prévu mercredi. Les artistes présents dimanche s'inquiétaient du «signal alarmant» envoyé par le gouvernement. PHOTO REUTERS



Rassemblement place des Otages, à Tel-Aviv, lundi après la libération d'Edan Alexander. PHOTO MENAHEM KAHANA. AFP

Le gouvernement Nétanyahou sur la sellette après la libération d'un otage

Le Premier ministre a assuré vouloir poursuivre les combats en dépit de la libération, lundi, du soldat israélo-américain Edan Alexander. Saluant cette dernière, Donald Trump a, lui, annoncé pour la première fois vouloir mettre un terme à «cette guerre brutale».

Par
NICOLAS ROUGER,
Correspondant à Tel-Aviv

Il n'étaient qu'une centaine à se retrouver sur la place des Otages, à Tel-Aviv, lundi après-midi, pour la première libération d'un otage israélien depuis février. Cela tenait peut-être au fait

que le Hamas avait annoncé que le soldat israélo-américain Edan Alexander, 21 ans, serait relâché sans contrepartie, et sans cérémonie. Originaire d'une famille juive du New Jersey, Alexander a émigré en Israël seul à 18 ans pour s'engager dans la brigade d'infanterie Golani. Il a été fait prisonnier par les combattants du Hamas dans sa base, à la frontière gazaouie, le 7 octobre 2023. Sa famille avait obtenu un premier signe de vie en mars, de la part d'autres otages libérés. Le Hamas avait publié une vidéo de lui en avril, avant d'annoncer avoir perdu le contact avec ses gardes.

Une marche s'est ébranlée à 15 h 30 (heure locale) de la place des Otages vers l'ambassade des Etats-Unis, à l'initiative de l'organisme qui représente la plupart des familles des captifs israéliens

à Gaza. Elles avaient donné plus tôt une conférence de presse sans équivoque: cette libération a renforcé leur conviction que la stratégie du gouvernement israélien repose d'abord sur les intérêts personnels de Nétanyahou. «Mon fils est encore en vie, en train de se battre pour survivre dans les tunnels, a dit Yehuda Cohen, dont le fils Nimrod a été pris dans la même base qu'Edan Alexander. Il attend que notre Premier ministre décide que sauver les otages est la meilleure façon pour lui de survivre politiquement.»

Trahison. Les événements de lundi se sont passés dans un mouchoir de poche: le matin, Nétanyahou témoignait au tribunal de Tel-Aviv, derrière la place des Otages, dans son procès pour «abus de confiance». C'est juste

en face, à l'hôpital Ichilov, qu'Edan Alexander devait être reçu plus tard dans la journée. Il reste désormais 58 otages dans la bande de Gaza, dont au moins 20 en vie. Leurs familles ont peur. «Au lieu de mettre un terme à la guerre et de ramener tout le monde, Nétanyahou se prépare à intensifier la guerre cette semaine», estime Einav Zangauker, dont le fils de 26 ans a été pris à Nir Oz. Pour elle, cela revient «à exécuter les otages encore en captivité et à faire disparaître les morts».

Bien que soldat, Edan Alexander avait toujours fait partie des prisonniers libérables en priorité grâce à sa double nationalité. Sa libération a un goût amer pour beaucoup d'Israéliens, et cela n'aura peut-être pas échappé au Hamas. C'est en quelque sorte une trahison à rajouter

à celle du 7 Octobre, qui touche au cœur même de la raison d'être de l'Etat hébreu: beaucoup d'Israéliens liront en filigrane qu'il est plus sûr d'être un Juif d'ailleurs que d'être un Juif en Israël. «C'est notre dernière opportunité, averti Michaël Illouz, dont le corps de son fils Gaï, tué le 7 octobre 2023, est encore à Gaza. Soit nous montons dans le train de la paix, soit nous devenons un état isolé, qui abandonne ses citoyens.» Dans la foule, une femme tient une pancarte qui dit «Trump, nous te faisons confiance».

Les rumeurs circulent des deux côtés de l'Atlantique sur la possibilité que la libération, sans contrepartie, soit un préambule à un accord global entre le Hamas et les Etats-Unis. La cote du président américain n'a jamais été aussi haute en Is-

raël, alors qu'il commence ce mardi une tournée au Moyen-Orient. Elle sera sans aucun doute focalisée sur le business, mais selon plusieurs médias régionaux, il pourrait aussi rencontrer à Riyad le président syrien, Ahmed al-Charaa, et celui de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

De quoi alimenter de nombreux fantasmes, même celui d'une reconnaissance américaine d'un Etat palestinien. A l'ambassade américaine à Jérusalem, on fait la moue face à cette idée fantasmagorique. Après tout, l'ambassadeur avait déjà dit ne pas reconnaître l'existence même d'une identité palestinienne. Mais il n'y a pas de doute que l'administration Trump est allée plus loin que la précédente.

Délégation. Dimanche soir, le Président avait vu en cette libération «une preuve de bonne foi envers les Etats-Unis», un premier pas vers «la fin de cette guerre brutale». Nétanyahou l'a remercié de son aide pour cette libération, avant d'annoncer l'envoi d'une délégation à Doha, ce mardi, pour les négociations sur les autres captifs. Les négociations indirectes entre Israël et le Hamas en vue d'une trêve sont au point mort.

Le gouvernement israélien essaie de sauver les meubles, d'argumenter qu'Edan Alex-

ander est libre grâce à la pression militaire imposée au Hamas. Pour montrer à son public que rien n'a changé, le bureau de Nétanyahou a dit qu'il n'y aurait pas de cessez-le-feu, «seulement un corridor sécurisé qui permettra la libération d'Edan».

Un Palestinien a été tué et plusieurs autres blessées lundi en début d'après-midi, dans une frappe sur un marché du quartier de Shejaiya, dans le nord de Gaza. Depuis dimanche, au moins 33 personnes sont mortes, selon des sources médicales gazaouies – un bilan quotidien dans l'enclave. Des dizaines de tanks israéliens sont massés à la frontière pour attendre «la conquête» de la bande de Gaza. Pour les militaires, seule une offensive totale et complète peut mettre un terme à cette guerre qui s'éternise. ◀

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr

01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/97/5/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et de la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société un anonyme (SA) 395€ HT ; Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT ; Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141€ HT ; Société en nom collectif (SNC) 218€ HT ; Société à responsabilité limitée (SARL) 147€ HT ; Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123€ HT. CLOTURE : de sociétés civiles ou commerciales : 110€ HT. LES TARIFS annonces légales au caractère (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (O,237€ HT).

93 SEINE-SAINT-DENIS**Avis divers****PREFET DE LA SEINE SAINT DENIS**

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

EXTRAIT DE DÉCISION DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

Réunie le 14 avril 2025 sous la présidence de Monsieur Frédéric ANTIPHON, secrétaire général de la préfecture de Seine-Saint-Denis, sous-préfet de l'arrondissement de Bobigny, la commission départementale d'aménagement commercial de la Seine-Saint-Denis a émis un avis favorable dans le cadre de l'examen de la demande renouvellement des droits commerciaux d'une partie de la galerie commerciale du centre commercial de la Grande Porte d'une surface plancher de 3 800 m², situé le long de la rue de Paris (RD302), sur la commune de Montreuil (93 100) :

Demande de renouvellement des droits commerciaux d'une partie de la galerie commerciale du centre commercial de la Grande Porte d'une surface plancher de 3 800 m², situé le long de la rue de Paris (RD302), sur la commune de Montreuil (93 100) sollicitée par la Société JAG INVEST 18 boulevard GALLIENI 92 230 GENNEVILLIERS,

En application de l'article L 752-17 du code de commerce, le demandeur, le représentant de l'Etat dans le département, tout membre de la commission départementale d'aménagement commercial, tout professionnel dont l'activité, exercée dans les limites de la zone de chalandise définie pour chaque projet est susceptible d'être affectée par le projet ou toute association les représentant peuvent, dans le délai d'un mois, introduire un recours devant la Commission nationale d'aménagement commercial contre l'avis de la commission départementale d'aménagement commercial.

A peine d'irrecevabilité, la saisine de la commission nationale par les personnes mentionnées ci-dessus est un préalable obligatoire au recours contentieux dirigé contre la décision de l'autorité administrative compétente pour délivrer le permis de construire.

Libération

est habilité pour toutes VOS ANNONCES LÉGALES sur les départements

75 93 94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00 ou par mail legales-libe@teamedia.fr

Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

Disquaire achète au meilleur Prix**DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES**

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections**Contactez-nous 07 69 90 54 24****MATÉRIEL AUDIO**

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France

avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH**Antiquaire & Décorateur
MAISON ALEXANDRA
EXPERT RECONNUE****06 15 02 23 98****ACHÈTE COMPTANT
ET AU MEILLEUR PRIX SOUS 48H**POUR SA CLIENTÈLE INTERNATIONALE
DÉPLACEMENT GRATUIT PARIS ET PROVINCE**MOBILIERS**(Commodes,
Salle à manger, etc.)**Livres Anciens****Objets de Collection**(Jouets, cartes postales,
objets militaires, violons)

</div



Un enfant palestinien tué lors d'une frappe israélienne dans le centre de la bande de Gaza, le 28 avril. OMAR AL-QATTAQ AFP

A Cannes, l'horreur de Gaza ne doit pas être silencieuse

Après la mort de la photojournaliste palestinienne Fatma Hassouna le 16 avril, un collectif de personnalités du monde du cinéma entend ne rien minimiser et ne pas rester sourd face à l'oppression subie par leurs consœurs et confrères.

Fatma Hassouna avait 25 ans. Elle était une photojournaliste indépendante palestinienne. Elle a été prise pour cible par l'armée israélienne le 16 avril, soit le lendemain de l'annonce de la sélection du film *Put Your Soul on Your Hand and Walk* de Sepideh Farsi, dont elle était l'héroïne, dans la sélection Acid du Festival de Cannes.

Elle allait se marier. Dix de ses proches, dont sa sœur enceinte ont été tué·es par cette même frappe israélienne. Depuis les terribles massacres du 7 octobre 2023, aucun journaliste étranger n'a été autorisé à entrer dans la bande de Gaza. L'armée israélienne cible des civils. Plus de 200 journalistes ont été délibérément tué·e·s.

Auteurs et autrices, réalisateurs et réalisatrices, artistes sont brutalement assassiné·e·s. Fin mars, le réalisateur palestinien Hamdan Ballal, oscarisé pour son film *No Other Land*, documentaire coréalisé avec Yuval Abraham, Basel Adra et Rachel Szor, a été violemment agressé par des colons israéliens, puis kidnappé par l'armée, avant d'être libéré sous la pression internationale. L'absence de soutien de l'académie des oscars à Hamdan Ballal a suscité l'indignation de ses propres membres, et elle a dû s'excuser publiquement de son inaction. Une telle passivité nous fait honte. Pourquoi le cinéma, vivier d'œuvres sociales, engagées, paraît se désintéresser

de l'horreur du réel, de l'oppression subie par nos consœurs et confrères ? Nous, artistes et acteur·ice·s de la culture, nous ne pouvons rester silencieux·se·s tandis qu'un génocide est en cours à Gaza, et que cette actualité indicible touche nos milieux de plein fouet.

A quoi servent nos métiers si ce n'est à tirer des leçons de l'histoire, des films engagés, si nous ne sommes pas présent·e·s pour protéger les voix opprimées ? Pourquoi ce silence ?

L'extrême droite, le fascisme, le colonialisme, les mouvements anti-trans et anti-LGBTQIA+, sexistes, racistes, islamophobes et antisémites mènent leur bataille sur le terrain des idées, s'attaquent à l'édition, au cinéma, aux universités, et c'est pourquoi nous avons le devoir de lutter. Refusons que notre art soit complice du pire.

Levons-nous.

Nommons le réel.

Osons le regarder collectivement avec la précision du cœur pour qu'il ne puisse plus être silencié et couvert.

Refusons les propagandes qui colonisent sans arrêt nos imaginaires et nous font perdre le sens de nos humanités.

Pour Fatma, pour toutes celles et ceux qui meurent dans l'indifférence.

Le cinéma se doit de porter leurs messages, d'être un reflet de nos sociétés.

Agissons avant qu'il ne soit trop tard. ◀

Lire aussi en page 24

Par
**UN COLLECTIF
DE PERSONNALITÉS
DU MONDE
DU CINÉMA**

Trente-quatre des 380 signataires :

Taraneh Alidoosti Actrice
Pedro Almodóvar Réalisateur
Javier Bardem Acteur
Leïla Bekhti Actrice
Kaouthar Ben Hania Cinéaste
David Cronenberg Réalisateur
Costa-Gavras Cinéaste
Julie Delpy Actrice et réalisatrice
Alice Diop Réalisatrice
Xavier Dolan Réalisateur
Adèle Exarchopoulos Actrice
Nicole Garcia Actrice et réalisatrice
Richard Gere Acteur
Jonathan Glazer Réalisateur
Alain Guiraudie Cinéaste
Arthur Harari Acteur et réalisateur
Hafsia Herzi Actrice et réalisatrice
Annemarie Jacir Réalisatrice
Radu Jude Cinéaste
Aki Kaurismäki Cinéaste
Yórgos Lánthimos Cinéaste
Nadav Lapid Cinéaste
Mike Leigh Réalisateur
Boris Lojkine Réalisateur
Lucrecia Martel Réalisatrice
Mounia Meddour Réalisatrice
Kleber Mendonça Filho Réalisateur
Laura Morante Actrice et réalisatrice
Viggo Mortensen Acteur et réalisateur
Laura Poitras Documentariste
Ruben Östlund Cinéaste
Mark Ruffalo Acteur
Ira Sachs Réalisateur et scénariste
Susan Sarandon Actrice

Liste complète sur Libération.fr

IDÉES /



RÉJOUISSEANCES

Par
LUC LE VAILLANT

Quand les empires nous mettent sous emprise

Monologue de cette forme de pouvoir ancienne, l'empire, qui revient en force et menace une Europe qui pensait en être débarrassée.

J'étais porté disparu, et cela laissait les enfants du XXI^e siècle froids comme le marbre des statues dressées à la gloire de mon ancienne progéniture. Ils avaient oublié ma nocivité, et me revoilà, moi, l'empire, le pire du pire. Je suis toujours aussi mégalo et parano, aussi imprévu et malotru, et encore plus méchant qu'avant. L'histoire m'avait enseveli sous la housse poussiéreuse des temps anciens. On m'avait relégué à jamais sur les rayonnages du magasin aux accessoires. J'y cultivais mon spleen aux côtés des plus fières de mes créatures : César le Romain, Charlemagne le pré-Européen et surtout Napoléon, le fossoyeur de la révolution de 1789, mais aussi le producteur de fictions à même d'exalter un génie que les Français se gardent bien désormais de mettre en vitrine.

Pour tout le monde, l'empire était une forme d'organisation datée, une cuirasse géopolitique rouillée et grinçante, démantibulée par la démocratie individualiste, le libre-échange consumériste et le multilatéralisme poli. Et me voilà de retour, fort de mon archaïsme agressif et fier de mes hackeurs et de mes influenceurs, de la numérisation de ma stratégie et de l'hybridation de mes armements.

Laissez-moi vous présenter mes meilleurs lanciers. Il y a d'abord le plus rancunier, le livide Poutine au charisme d'endive, ce tsar de Moscou qui veut redevenir celui de toutes les Russies. Voilà ensuite le plus défouilleur, le cow-boy Trump, fanfaron à mèche blonde et histrion en culotte de golf, qui envisage les annexions comme qui rigole et rafle les terres rares d'une Ukraine aux abois. Et je n'aurais garde d'oublier le Chinois Xi Jinping, restaurateur économique de l'empire du Milieu, dealer de productivité qui a rendu l'Occident addict à ses marchandises à bas coûts.

Province privilégiée d'un Nord repu, l'Europe apaisée ne parlait

que de bienveillance et de développement personnel. Se souciant avec indolence des tristes menaces climatiques, celle qui avait couvé en son sein bien des tyrans d'autan profitait du bon temps qu'elle se promettait en toute inconscience. Au chaud dans des frontières qu'elle pensait intangibles, elle multipliait l'exposition de ses faiblesses et de ses tendresses. Peinant à fourbir ses armes, elle prenait le temps de ravauder les psychismes abîmés et d'interroger les relations compliquées entre les sexes et les générations. Cette introspection tout ce qu'il y a d'estimable était un privilège de nantis qui pensent avoir l'éternité devant eux. Dans l'ombre, je ricanais grassement de ces priorités généreuses et idéalistes que je me faisais fort de dévaster, quand j'aurais retrouvé mon alliée de toujours, la guerre.

Le lexique m'a doté d'une demi-sœur, l'emprise. Si nous avons des gènes terminologiques communs, j'entends bien faire valoir mon droit d'aînesse et imposer ma force de frappe sur sa recherche

plus personnelle, plus sournoise. Elle se concentre sur les intériorités fragiles et les esprits affaiblis quand je suis un extraverti à crâne d'obus et un exponentiel à lunettes connectées. Je suis sans foi, ni loi quand elle déclenche des plaintes et des procès. Il est symptomatique que ce soient les démocraties assoupies qui ont balayé la gloire que j'ai pu leur offrir, qui se concentrent sur les méfaits que cause ma cadette au lieu d'évaluer ma nuisance à sa juste importance. Je rêve de mettre chacun à la botte de mes despotes et pendant ce temps-là les sociétés dites avancées s'inquiètent du risque d'assujettissement dans le monde du travail ou d'aliénation dans les rapports amoureux.

Dans les entreprises, le moindre salarié mécontent qui auparavant revendiquait des augmentations de salaire, reproche désormais à ses autorités de tutelle, harcèlement moral et management toxique. La sentimentalité, dont le charme a longtemps résidé dans la réversibilité malicieuse qui voit le bafioleur virer demandeur et la

séductrice s'avouer dépendante, serait devenue le terrain de chasse privilégié des pervers narcissiques. Il n'est plus question que d'attitudes problématiques et de comportements malaisants générés par des dominants systémiques, quand tous oublient que je suis le roi en ce domaine.

Je trouve fort de café que personne ne se souvienne que, par définition, je suis forceur et abuseur, imperator jusqu'à la mort et maître au marteau frappeur sur les têtes de linotte. Et tandis que, dans vos contrées bien tempérées, l'on essaie de civiliser les frustrations et d'adoucir les pulsions, j'attends mon heure de prédateur. J'affûte mes griffes que j'ai exercées sur la carapace fissurée des monarchies en fin de règne, sur l'habit d'arlequin des fédérations mal boutiquées et sur la peau fripée des républiques fatiguées. Soyez certains que quand le canon tonnera, chacun se ralliera à ma logique sommaire. Il n'y aura plus de patron ou d'employé, d'homme ou de femme. Il s'agira d'être mon protégé, mon obligé ou mon ennemi juré. ▶

SIGNÉ COCO





CANNES/

Par
SANDRA ONANA
Photo **MARIE ROUGE**

Un nouveau Festival de Cannes commence, dans un monde «sauvage à l'intérieur et cinglé à la surface», aurait pu dire David Lynch qui n'est intolérablement plus là pour le voir ni le filmer – et cela suffirait déjà à donner raison à l'aphorisme culte de sa palme d'or 1990, *Sailor et Lula*. «La sélection dit : «Voici le monde que nous aimons, voici le monde en lequel nous croyons»», explique quant à lui le délégué général du Festival de Cannes, Thierry Frémaux, dans une interview au *Parisien*, amorçant le coup d'envoi de cette 78^e édition. Le climat n'est pas celui, à couper au couteau, des dénonciations #MeToo en pagaille des années précédentes. Mais d'un quart de siècle à feu et à sang, qui donne toujours à l'immuabilité du rendez-vous sur la Croisette un goût de *what the fuck* aigu.

L'actualité géopolitique résonnera dans plusieurs films cette année, à commencer par celui du monde post-7 Octobre. Le documentaire de l'Iranienne Sepideh Farsi *Put Your Soul on Your Hand and Walk*, consacré à la photojournaliste palestinienne de 25 ans Fatma Hassouna (lire pages 20 et 24), sera projeté dans la sélection parallèle de l'Acid, alors que son héroïne a été tuée par une frappe israélienne le 16 avril à Gaza. Après un communiqué de l'organisation officielle du Festival de Cannes épingle pour sa tiédeur politique, la question du juste hommage à apporter agite en coulisses. Et plane particulièrement sur la cérémonie d'ouverture, réputée pour ménager la chèvre du glamour et le chou de l'engagement sans s'appesantir sur les questions qui fâchent.

Les attentes sont élevées, et la pression croissante pour la direction du plus grand festival du monde. Outre que les frères Mohamed et Ahmed Abou Nasser, natifs de Gaza exilés, présenteront *Once Upon a Time in Gaza* dans la sélection Un certain regard, c'est à la Quinzaine que l'Israélien résidant en France Nadav Lapid montrera finalement Yes, son cinquième long métrage. Réputé pour ses charges contre le nationalisme israélien, dans des formes furieuses qui racontent le malaise identitaire jusqu'à l'implosion, le cinéaste situe son nouveau film en Israël au lendemain des massacres du 7 Octobre par le Hamas. Un musicien précaire s'y voit confier la mission de composer un nouvel hymne national. Faire atterrir le film, retoqué de la sélection officielle après s'être plié à raccourcir son montage, n'aurait pas été une promenade de santé. Il ne fait aucun doute que Gaza est le sujet le plus sensible du moment pour la direction du Festival, qui a eu de quoi tirer des leçons des graves controverses survenues à la Berlinale et aux oscars, et que le duo Thierry Frémaux-Iris Knobloch joue très gros, sous surveillance de ses partenaires notamment américains.

TRAHISON, LÉGITIMITÉ, BÉNÉDICTION

L'engagement sur le front Russie-Ukraine n'inspire pas autant d'embarras à la manifestation, quoique régulièrement interpellée sur

A VOS marches, prêts, partez

Attentes Pour sa 78^e édition, le Festival, riche des récents succès de ses primés et fidèle à son faste, doit naviguer entre les remous géopolitiques, de la guerre à Gaza aux énormités trumpiennes.

le bon degré de «dissidence» des artistes invités en sélection. Si le cinéaste russe Kirill Serebrenikov, pourfendeur controversé de Poutine, ne présentera *la Disparition de Josef Mengele* qu'en sélection Cannes Première, certains donnent déjà la palme d'or à l'Ukrainien Sergueï Loznitsa, en compétition pour *Deux procureurs*. Une journée de soutien officielle à l'Ukraine sera même marquée par une programmation spéciale : trois documentaires, dont un portrait du président Volodymyr Zelensky et un reportage sur le front par le cinéaste-philosophe-millionnaire-reporter de guerre dépoitraillé Bernard-Henri Lévy. Très scruté lui aussi, le cinéma iranien fait

déjà polémique avec la sélection du nouveau film de Saeed Roustayi. Cible de la répression du régime pour son film précédent *Leila et ses frères* (2022), qui lui avait valu une peine

La cérémonie d'ouverture cannoise est réputée pour ménager la chèvre du glamour et le chou de l'engagement.

d'emprisonnement et une interdiction de filmer finalement non appliquée, le cinéaste de 35 ans est identifié comme une voix critique de la société iranienne depuis *la Loi de Téhéran* en 2019. Mais contrairement au dissident Jafar Panahi (en compétition avec un nouveau film réalisé dans la clandestinité, *Un simple accident*), Saeed Roustayi a tourné son nouveau long métrage *Woman and Child* dans le respect des lois de la république islamique (les actrices y portent notamment le hijab). En Iran, une frange du cinéma indépendant le vit comme une trahison, et s'indigne de la légitimité offerte à une œuvre tournée avec la bénédiction du régime. Une nouvelle preuve de la complexité des calculs de soft power de l'Etat iranien, entre censure et tolérance pour les auteurs qu'il estime plus ou moins favorable à son influence culturelle sur la scène internationale.

FUREUR DU LANDERNEAU CINÉPHILE

Mais Cannes est aussi une fête, qui s'apprête à déverser son déluge de stars et influenceurs de luxe au garde-à-vous ; une foire professionnelle hors normes, un sport d'endurance pour marathoniens des files d'attente. Et une place décidément indétrônable du cinéma mondial, qu'on aurait eu tort de penser en fin de règne après l'incertitude de la période Covid. Ces dernières années ont conforté sa prééminence entre le parcours étincelant d'*Anatomie d'une chute* de Justine Triet, celui de Jacques Audiard en 2024 avec *Emilia Pérez*, de l'inconnue Coralie Fargeat avec *The Substance* et bien entendu, le sans-faute d'*Anora* de Sean Baker, palme d'or puis oscar du meilleur film.

Cette confiance recouvrée en l'avenir n'est pas au beau fixe pour tous. Notamment aux Etats-Unis, où le niveau de visibilité de l'administration en place est celle du Titanic le jour de sa rencontre malencontreuse avec un iceberg. Durablement éprouvée par l'enchaînement Covid, grèves d'Hollywood et mégafeux à Los Angeles, l'industrie reste consternée de la dernière annonce de Trump : hypothétique taxation à 100% des films tournés à l'étranger, pour endiguer la délocalisation des productions d'Hollywood.

Qu'en dirait Tom Cruise, attendu sur la Croisette avec le huitième opus de *Mission : Impossible* (ressenti : cent vingtième), dont le tournage s'est partagé entre la Norvège, l'Italie, le Royaume-Uni et les Emirats arabes unis ? Ou Robert De Niro, rare détracteur décomplexé du trumpisme à Hollywood, qui devrait recevoir sa palme d'or d'honneur des mains de Leonardo DiCaprio cette année ? On verra bien ce qui se dégage de cette 78^e édition, et ce qu'il en restera, à l'heure de s'enfoncer dans la fureur du landerneau cinéphile jusqu'au 24 mai pour s'y barbouiller d'une centaine de films qu'on espère mémorables. Malgré les dehors de vitrine de luxe, c'est aussi le plaisir du Festival que de permettre ces épiphanies en salles, contre l'écrasement des «contenus» de plateformes pris dans la logique de diffusion et de flux. Et une expérience de pur présent, qui ressemble encore à du collectif, cette vieille chose qui continue à faire et défaire les films, en attendant leur rencontre élargie avec le public. ♦



A Cannes,
lundi.



ACID
**PUT YOUR SOUL ON YOUR
 HAND AND WALK** de Sepideh
 Farsi, 1h 50.

A la fin de son film, Sepideh Farsi a ajouté une dernière scène. On y voit la cinéaste annoncer à Fatma Hassouna que le documentaire dont elle était l'héroïne, réalisé à partir de leurs échanges en visio, était sélectionné à l'Acid, l'une des sélections parallèles du Festival de Cannes, et lui demander si elle accepterait de faire le voyage. Fatma n'était pas sûre qu'elle parviendrait à quitter Gaza mais elle avait dit oui. Elle voulait bien essayer, elle qui n'avait jamais dans sa courte vie mis un pied hors de l'enclave palestinienne.

Ce fut leur dernier échange. Le lendemain de cet appel, le 16 avril, Fatma a été tuée par une frappe israélienne sur sa maison, ainsi que presque toute sa famille – seule sa mère a survécu, son père a succombé à ses blessures à l'hôpital quelques jours plus tard. Fatma Hassouna, Fatem pour les intimes, dont Sepideh Farsi avait fini par faire partie à force de conversations régulières depuis près d'un an, venait d'avoir 25 ans et devait se marier le jour suivant. Au-delà du deuil, la mort de la jeune gazaouie a plongé la cinéaste iranienne et les programmateurs de l'Acid, petite association de cinéastes indépendants, dans une séquence inédite : comment rendre hommage, comment ne pas laisser l'indifférence retomber après l'indignation internationale, comment aussi concilier les paillettes cannoises avec la tragédie à la fois intime et géopolitique ?

«A partir de là, il y a quelque chose qui nous dépasse complètement», souffle Pauline Ginot. La déléguée générale de l'Acid évoque l'«état de choc», la nécessité «d'accompagner Sepideh dans ce deuil», mais aussi «de communiquer». Le sentiment de ne pas savoir faire mais l'obligation de faire face, d'être à la hauteur, d'informer sans instrumentaliser. L'impression aussi d'être trop petit pour gérer ça tout seul.

UN GESTE FORT»

Pressé de se positionner par une partie du monde du cinéma, le Festival de Cannes a finalement publié un communiqué le 23 avril, une grosse semaine après la mort de Fatem, pour «exprimer son effroi et sa profonde tristesse face à cette tragédie qui a ému et choqué le monde entier». Un geste alors accueilli froidement sur les réseaux sociaux du Festival et dénoncé comme trop timoré, Fatma Hassouna étant présentée comme une «victime comme tant d'autres de la guerre» tuée par un missile dont on ne saura pas qui l'a lancé puisque le mot «israélien» ne figure pas dans le texte.

Pour autant, du côté de l'Acid, ce soutien de la maison hôte reste «un geste très fort». «Ce n'est pas rien, dit Pauline Ginot. On est les plus petits à Cannes, ça nous a beaucoup touchés.» Se sont alors enclenchées des discussions, des tractations. Pour savoir comment rendre hommage, et surtout comment élargir cet



La photographe Fatma Hassouna, au cœur du docu de Sepideh Farsi. RÊVES D'EAU PRODUCTION

Gaza : l'hommage délicat à Fatma Hassouna

Guerre Après la mort de la photojournaliste palestinienne, tuée en avril par un bombardement israélien et au centre d'un documentaire sélectionné à l'Acid, la réaction du Festival de Cannes et de sa direction est particulièrement scrutée.

hommage en dehors de l'Acid. Un entrelac d'enjeux à la fois politiques et pragmatiques. Pour l'association, il y avait plusieurs défis de taille : sécuriser la projection, qui aura lieu jeudi, trouver une salle plus grande que celles du cinéma arts et essai cannois les Arcades, où elle projette habituellement, pour accueillir tout le monde qui ne manquera pas de s'y presser, et organiser une table ronde sur les enjeux de faire des films sur les zones de guerre. Le tout avec un budget riquiqui.

Soutenue par le Festival et le marché du film, l'Acid a finalement pu déplacer la séance au cinéma Olympia, où la salle est plus grande et le dispositif de sécurité plus facile à mettre en place. Et Sepideh Farsi, qui estime avoir «une responsabilité envers la mémoire de Fatem» et «envers sa mère», charbonne de son côté pour partager avec le monde les images que la jeune photographe lui a confiées. En poussant les murs malgré le manque de souplesse de l'emploi du temps

cannois, la cinéaste iranienne a fini par obtenir trois jours d'exposition des photos de Fatma Hassouna dans un salon de l'hôtel Majestic. En parallèle, certaines seront incluses dans une exposition plus large à l'intérieur du pavillon palestinien, installé dans le village international pour la seconde année seulement, après une première fois en 2018. «C'est le moins qu'on puisse faire, juge Mohanad Yaqubi, cinéaste et membre du Palestinian Film Institute (PFI). Plusieurs personnes du PFI sont originaires de Gaza, moi y compris. Pour nous, c'est une histoire personnelle, ce n'est pas seulement faire partie d'un mouvement de solidarité.»

Tout cela s'inscrit dans une mission plus large, explique Mohanad Yaqubi, celle de «s'assurer que l'image et la voix des Palestiniens soient bien représentées» : «Nous sommes sur une scène internationale et nous mesurons l'importance diplomatique et géopolitique de cet espace. Le cinéma, à l'âge de l'image, est l'outil

le plus important pour résister à l'annihilation de la mémoire palestinienne. Nous devons être conscients de cette responsabilité. Si le cinéma n'est pas une façon de se battre, c'est juste un autre produit.» Mais derrière l'envie de se servir de cette plateforme pour amplifier les voix de la population gazaouie, pointe aussi une impression de dissonance cognitive. «On ne peut pas s'empêcher de se demander : pourquoi y aller? Quelle est l'utilité de ce que nous faisons là? Ces petites contradictions, c'est la partie la plus difficile», dit Mohanad Yaqubi. Pauline Ginot, de l'Acid, parle elle aussi de cette «espèce de schizophrénie» à porter un sujet aussi lourd au milieu de la «bulle frénétique» qu'est Cannes, avec «son décorum» et sa «décorrélation complète de l'état du monde». D'autant plus que dans un Festival qui se veut au summum du glamour, avec ce que cela implique de lissage politique, s'est insinuée l'impression d'un deux poids, deux mesures quand on touche à la

Palestine, alors qu'il y a trois ans, Volodymyr Zelensky prenait la parole, depuis Kyiv et en tenue militaire, lors de la cérémonie d'ouverture. Si l'appui aux cinéastes ukrainiens était net, la question de Gaza semble embarrasser. L'an dernier, les manifestations de soutien avaient été étroitement surveillées, jusqu'aux pins épingleés sur les vestons. Au point qu'il avait fallu une pirouette stylistique à Cate Blanchett pour suggérer sur le tapis rouge, grâce à la doublure verte de sa robe, le drapeau palestinien.

«SOIF DE SAVOIR»

En coulisses, plusieurs personnes auprès de la direction du Festival de Cannes ont plaidé l'importance de prendre la parole publiquement pour rendre hommage à Fatem et d'utiliser leur position pour alerter sur la situation extrêmement critique dans la bande de Gaza sous blocus. Et attendent de savoir ce qu'il en sera. Active au sein du réseau Artistes pour la Palestine, l'actrice Maud Wyler fait partie de ceux qui ont fait parvenir à la présidente du jury, Juliette Binoche, un poème de la photojournaliste qu'elle aurait imaginé, soyons fous, lu lors de la cérémonie d'ouverture : «J'ai traversé/sans traverser;/ma mort m'a traversée,/la balle du tireur m'a traversée,/et je suis devenue un ange/aux yeux d'une ville:/immense,/plus vaste que mes rêves.» Pas de réponse. Mais l'actrice n'abandonne pas tout à fait : «J'espère que ce Cannes sera à la hauteur de l'intensité. J'ose espérer, parce que je suis quelqu'un de résolument optimiste, qu'ils vont faire quelque chose.» Un souhait porté dans une tribune publiée dans *Libération* (lire page 20) et signée par 280 grands noms du cinéma international, de David Cronenberg à Pedro Almodóvar en passant par Aki Kaurismäki et Susan Sarandon :

«Nous ne pouvons rester silencieux et silencieuses tandis qu'un génocide est en cours à Gaza et que cette actualité indicible touche nos milieux de plein fouet.»

La prochaine étape, après la première à Cannes de *Put Your Soul on Your Hand And Walk*, et avant sa sortie en salles à la rentrée, sera de faire circuler le film. Sepideh Farsi ressent en tout cas un besoin de la part des gens qui lui écrivent, «une soif de savoir ce qu'il se passe là-bas». La cinéaste imagine des avant-premières à travers le pays, et une exposition itinérante des photos de Fatma Hassouna, qui pourraient accompagner le film. Elle a désormais à son côté une boîte de distribution, New Story, et une société de ventes internationales – «et c'est très bien parce que toute seule, je n'aurais pas pu y arriver». Tant qu'elle s'active dans tous les sens pour faire vivre la mémoire de son amie, et pour montrer que «Fatem, son visage et son sourire, c'est un cas parmi des dizaines de milliers», c'est comme si elle n'avait pas totalement disparu. «Quelque part, pour moi, elle est là quand même, dit Sepideh Farsi. Sa présence est tellement forte dans le film, dans ses photos... Je pense que son message va voyager.»

CAMILLE PAIX

Lolita Lempicka

Le Parfum





PROJQ PRIVEE

MYLÈNE
FARMER

AFP

Avec 30 millions d'albums vendus depuis ses premiers tubes dans les années 80, après avoir rempli encore trois Stade de France lors de la tournée Nevermore en 2024, Mylène Farmer est et reste l'indétrônable héroïne de la génération désenchantée, Salammbô manga aux yeux perpétuellement écarquillés sur le puits sans fond du spleen pop. Après Zaho de Sagazan l'an dernier reprenant *Modern Love* de Bowie, celle qui a refusé de figurer au casting de la cérémonie d'ouverture des JO est annoncée pour celle du Festival de Cannes mardi soir pour une prestation événement dont on ne sait rien. Thierry Frémaux dans *Paris Match* est catégorique : «On ne sera pas déçu, croyez-moi.» Pour *Libération*, elle a accepté de se plier à l'exercice du questionnaire cinéphile. A lire avec des bougies parfum encens allumées partout dans la pièce en écoutant religieusement *Ainsi soit je...*

La première image ?

The Kid. Charlie Chaplin. Rires et larmes. Tendresse inouïe et ce petit chien !!! L'envie d'adopter les trois !

Le chef-d'œuvre dont tout le monde vous parle et que vous n'avez jamais vu ?

Chantons sous la pluie. Je crois que l'on qualifiait ce film de chef-d'œuvre en son temps... «Puisant antidote à la mélancolie.» Beaucoup trop sautillant, trop léger pour moi...

Un film secret qui en sait long sur vous ?

La Leçon de piano de Jane Campion. Une femme mutique, arrivée sur une terre inconnue. Le piano et la musique représentent ses émotions... ce qu'elle exprime.

La bande originale qui vous trotte dans la tête ?

Mission de Ennio Morricone, *La Leçon de Piano* de Michael Nyman, *The Hours* de Philip Glass.

Un film où il ferait bon vivre ?

Premier Contact de Denis Villeneuve, une expérience au-delà de tout. C'est émouvant et profond. Et Rencontres du troisième type. Communiquer avec la musique... «Sans la musique la vie serait une erreur», Friedrich Nietzsche.

Votre palme d'or favorite (ou un film qui ne l'a pas eu et c'est un scandale) ?

Requiem pour un massacre d'Elem Klimov. Un des films les plus éprouvants et les plus marquants de toute ma vie. «Viens et vois»... «Va et regarde». C'est bouleversant. Magistrallement interprété, filmé.

Votre vie devient un biopic. Qui dans votre rôle ? Et qui derrière la caméra ?

Je passe.... Et je n'aimerais pas...

Le monstre ou le psychopathe de cinéma dont vous vous sentez le plus proche ?

Kong.... Le singe géant de *King Kong*. Délicatesse et protecteur féroce.

La scène qui vous fait pleurer à tous les coups ?

La mort de la maman de Bambi, tuée par un chasseur. Cette scène est traumatisante mais aussi puissante et touchante.

Le film le plus drôle de tous les temps ?

Des Monty Python: sacré graal ! Comique de l'absurde... Folie douce.

Quelle réplique peut résumer votre humeur du moment ?

«You talkin' to me ?» (Robert De Niro dans *Taxi Driver* dans *Taxi Driver*) et «I am not an animal! I am a human being» (John Hurt dans *Elephant Man* de David Lynch).

La dernière image ?

L'hommage à David Lynch... Cinéaste irremplaçable...

Recueilli par
DIDIER PÉRON



Dominique Blanc et Juliette Armanet en cheffe à frange contrainte de retourner sur ses terres natales. LES FILMS DU WORSO. PATHÉ

«Partir un jour», quand la musique est morne

Bluette Choisi pour ouvrir la 78e édition de l'événement, le «film-karaoké» d'Amélie Bonnin, où Juliette Armanet interprète une vedette des fourneaux, transfuge de classes de retour au bercail, veut rassembler les publics et les territoires à coups de clichés.

HORS COMPÉTITION

PARTIR UN JOUR

d'Amélie Bonnin avec Juliette Armanet, Bastien Bouillon, François Rollin... 1h 38

En 2021, la graphiste et documentariste Amélie Bonnin, co-autrice avec Aurélie Charon d'un film remarqué sur les dysfonctionnements du vivre-ensemble (*la Bande des Français*), faisait avec son premier court métrage de fiction ce qu'on peut appeler un coup : un film de vingt-cinq minutes récompensé à peu près partout y compris aux césars, que tout le monde voulait voir. A l'origine de ce désir : l'idée formelle et poétique au centre de *Partir un jour*, chaque scène décisive de ce récit de retour au bercail provincial d'un écrivain donnant lieu à un numéro musical garanti 100 % pur beurre nostalgique

pour trois générations emmêlées (Cabrel, Ménélik, Régine et donc 2Be3). Le pari de ce remake rallongé et transformé dans les grandes largeurs est, donc, d'étendre ce désir d'une certaine frange de la cinéphilie au grand public et de faire de la bonne idée d'un film-karaoké (la police animée du générique emprunte celle des vidéos caractéristiques du genre) le moteur d'un succès en salles. Pari soutenu par Thierry Frémaux, qui a pris la décision audacieuse de projeter en ouverture de la 78e édition du Festival de Cannes le premier long métrage de fiction d'une cinéaste qui ne bénéficie pas (encore) de sa page Wikipédia.

Genre en revival permanent

Pour cette nouvelle itération, Amélie Bonnin et son scénariste, Dimitri Lucas, ont

permué les rôles entre Bastien Bouillon et Juliette Armanet, déjà interprètes du court. De simili Edouard Louis, Bouillon devient garagiste et motocrosseur à mèches blondes, et Armanet passe d'employée de supermarché à lauréate d'une saison de *Top Chef*. A quelques jours de l'ouverture de son restaurant, Cécile se découvre enceinte de son associé et reçoit un coup de fil alarmant de sa mère, l'informant que son père, patron et chef d'un restaurant routier dans l'est de la France, vient de faire un infarctus. Contraite de retourner dans ce pays natal à l'ombre des poids lourds (*«un lieu de passage tenu par des gens qui n'en bougent pas»*, dit joliment Bonnin dans le dossier de presse), Cécile la revenante, plus transfuge de classe tu meurs (affublée d'une frange et d'une banane en bandoulière, tout le monde l'a vue briller à la télé), va faire un voyage de cinéma presque axiomaticque – géographique, social, intime... Et temporel : une scène dans laquelle elle retrouve, dans son corps de quadra, les protagonistes et le décor d'un rendez-vous foiré de son adolescence rappelle inévitablement *Peggy Sue s'est mariée* de Coppola, déjà remaké



l'état dans la bande-son, semblaient percer la membrane du film depuis un juke-box psychotique tapi dans l'inconscient comme dans un film d'horreur neurologique (le fameux ver d'oreille cher à Oliver Sacks). Dans celui d'Amélie Bonnin, qui n'est certes pas non plus une comédie musicale malgré quelques scènes chorégraphiées comme dans un film de ce genre en revival permanent depuis le *La La Land* de Chazelle, les chansons telles qu'elles ont été arrangées par Keren Ann, Chilly Gonzales ou P.R2B se fondent en une esthétique un brin gentrifiée qui frappe surtout par son homogénéité. Comme si le film recourait à Axelle Red ou aux 2Be3 en vertu démonstratrice d'une toute-puissance fédératrice de la variété, aux yeux et au nez des sociologues, identitaires et autres saccageurs cyniques du vivre-ensemble. Dans le dossier de presse, Bonnin le dit en explicitant le choix des chansons : «D'une part, il fallait qu'elles soient connues, et, d'autre part, elles devaient nous avoir marqués personnellement.» Dans *Partir un jour*, elles agissent comme une glue feel-good qui non seulement appellent à faire fredonner le public en choeur mais à le conforter dans l'idée qu'il appartient à une grande communauté d'esprit et de cœur dont les différences culturelles, sociales, culturelles ne seraient que des défectuosités.

Blockbuster supra-auteurisant

On l'a vu et revu, dit et redit à propos d'autres films récents (*l'Amour ouf, leurs Enfants après eux, la Pampa...*) désireux de réconcilier les publics des différents cinémas et territoires français. Forgeant une forme de blockbuster supra-auteurisant et représentant toute une partie du pays et de ses habitants qu'ils avaient jusque-là, dans une certaine mesure, traité comme singulier et différencié, et tenu à distance, certains rêvent, pour le cinéma français de demain, de faire advenir des grands films qui prendraient la voix d'une seule et unique communauté d'après les fractures «Paris-Province» et «film d'auteur-comédie populaire». *Partir un jour*, comme machine de cinéma, n'est pas loin de s'incarner en archétype de cette quête de concorde. Quitte à défigurer sa petite forme de bluettes charmante avec les appareils de la grosse machine : l'artificialité avec laquelle il met en œuvre son dispositif, l'ostentatoire de son pittoresque (la boîte de nuit, les routiers dérouillés à la vodka au coin du feu, les courses de motocross en passe de devenir l'accessoire ultime du film français des années 2020), le choix même des chansons dont pas une ne surprendra qui que ce soit, comme s'il fallait s'assurer de ne rebuter aucun spectateur d'aucune origine, aucune tranche d'âge, aucune communauté.

Pourtant, si le père malade de Cécile (François Rollin) s'escrime à lui ressortir les «horreurs» qu'elle a débitées sur les siens à la télé, le film fait in fine peu de cas du fossé entre celle qui s'est échappée et ceux qui sont restés. Cécile a beau se mouvoir sans cesse d'un espace et d'un souvenir à l'autre du lieu de ses origines, elle n'y retourne jamais tout à fait, inapte à rentrer chez elle mais toujours sur le seuil d'un lieu et d'êtres qui ne se défont jamais de leur pittoresque. Revenante, elle l'est au sens spectral, magique (*Peggy Sue*, encore une fois), et le spectateur se tient à ses côtés, dans le même espace – social, culturel – dissocié. Non pas d'ailleurs parce que le film tenterait une critique sur l'impossible apaisement des transfuges de classe, mais parce que son projet serait plutôt de faire comme si le fossé et les fractures n'existaient pas.

inofficiellement par Noémie Lvovsky avec *Camille redouble*. *Partir un jour* en serait la version lucide et responsable – à l'heure de *Retour à Reims*, on ne retourne pas se réinventer dans la province où l'on a grandi comme on le faisait à l'époque de *Cinema Paradiso*.

L'utilisation des chansons de variété qui ponctuent, complètent, explicitent ou soulignent l'intrigue (c'est selon) se déploie au diapason de cette pérégrination fluide entre les mondes et les époques, puisqu'elles sont piochées sans distinction sociale ni culturelle des sixties chansonniers de Nougaro (*Cécile, ma fille*) aux années 2000 totalement skyrockées de K. Maro (*Femme Like U*, promis à un come-back retentissant dans les fêtes branchées de Cannes à Paris).

Pourtant, si le père malade de Cécile (François Rollin) s'escrime à lui ressortir les «horreurs» qu'elle a débitées sur les siens à la télé, le film fait in fine peu de cas du fossé entre celle qui s'est échappée et ceux qui sont restés. Cécile a beau se mouvoir sans cesse d'un espace et d'un souvenir à l'autre du lieu de ses origines, elle n'y retourne jamais tout à fait, inapte à rentrer chez elle mais toujours sur le seuil d'un lieu et d'êtres qui ne se défont jamais de leur pittoresque. Revenante, elle l'est au sens spectral, magique (*Peggy Sue*, encore une fois), et le spectateur se tient à ses côtés, dans le même espace – social, culturel – dissocié. Non pas d'ailleurs parce que le film tenterait une critique sur l'impossible apaisement des transfuges de classe, mais parce que son projet serait plutôt de faire comme si le fossé et les fractures n'existaient pas.

On aurait ainsi tort de voir en *Partir un jour* un héritier d'*'On connaît la chanson'*. Dans le film d'Alain Resnais, les extraits de France Gall ou Aznavour, introduits en

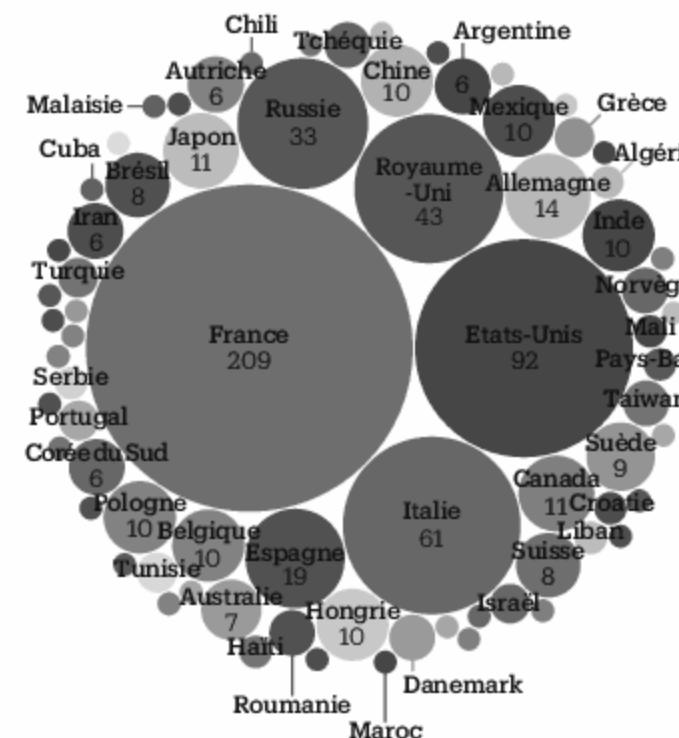
OLIVIER LAMM

LES DONNÉES CROISSETTE

Le jury du Festival de Cannes

LES JURÉS VIENNENT EN MAJORITÉ DE FRANCE

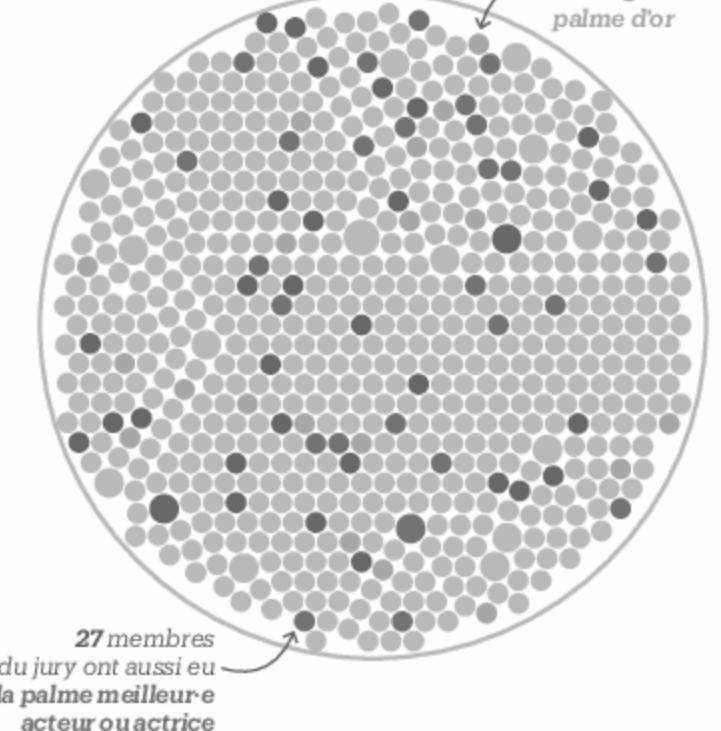
Répartition par pays des jurés et présidents depuis 1955



35 MEMBRES DU JURY ONT DÉJÀ EU UNE PALME D'OR

Parmi l'ensemble des membres et des présidents du jury depuis 1955

- Palme d'or ● Au casting d'une palme d'or
- Palme meilleur-e acteur/actrice ● Autres membres

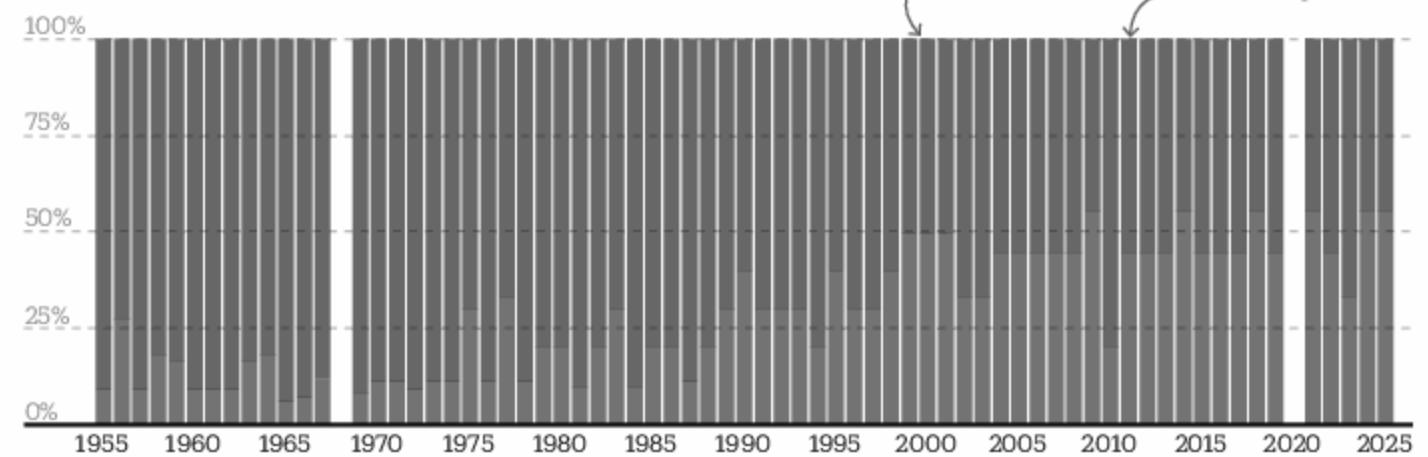


En 1999, le jury est partiaire pour la première fois

Depuis 2011, les jurys doivent tendre à la parité

LA PART DES FEMMES AUGMENTE DOUCEMENT

Répartition ● femme ● homme du jury depuis 1955



INFOGRAPHIES ALICE CLAIR, SAVINIEN DE RIVET ET JULIEN GUILLOT

Libération

ABONNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT !



Offre intégrale
34,90€ par mois
au lieu de 76,60€
prix de vente
au numéro

- Le journal papier livré chez vous
- L'accès à tous les contenus du site et de l'application

Abonnez-vous ici



ou par téléphone
au 0155 56 71 40
du lundi au vendredi
de 9H à 18H

Karen Cheryl back dans les bacs

Isabelle Morizet L'ex-chanteuse de variété, muée en animatrice radio, se réconcilie avec son passé à travers la sortie d'un best-of.



Vous l'ignorez, mais trois jours après la mort du pape François, une résurrection a eu lieu. Pas à Rome. A Paris. Dans les salons d'un hôtel chic du XVI^e arrondissement, un personnage qu'on croyait évaporé à tout jamais reprend vie: la chanteuse Karen Cheryl. C'est même une trinité qui se présente devant nous, dans un élégant ensemble bleu, souriante et enthousiaste: il y a Carène Cheryl, son premier pseudo, Karen Cheryl donc, et Isabelle Morizet, leur interprète, celle qui a envoyé un jour les deux autres aux oubliettes «pour pouvoir avancer dans la vie».

Si elle ressuscite, c'est pour livrer à ses fans le cadeau qu'ils n'attendaient plus: la ressortie de toutes ses chansons dans un best-of. «Je pensais que ce serait très confidentiel», dit-elle sans fausse modestie, sidérée de voir le petit coffret démarer quatrième des ventes physiques derrière le nouveau Lady Gaga. Avec cette sortie, son répertoire retrouve une existence: pas diffusées en radio, jamais mises en ligne sur les plateformes, les chansons de Karen Cheryl avaient disparu des oreilles depuis qu'elle a renoncé à sa carrière de chanteuse il y a plus de trente ans. Là, soixante-cinq titres déboulent, ceux en français, remasterisés comme s'ils avaient été enre-

LE PORTRAIT

gistrés hier. Les chansons anglaises, sa période disco, sont attendues pour 2026.

On se demande pourquoi elle a accepté ce retour des *Nouveaux Romantiques*, *Samedi dimanche et fêtes* ou d'une étonnante version française de *Mamma Mia* d'Abba. Pas l'argent.

Ni autrice ni compositrice, elle ne touchera pas le pactole. Pas l'envie de se relancer non plus: «Je ne rechanterai jamais. Ja-mais.» Celle qui n'a conservé aucune relique, ni costumes ni disques d'or, trouve que c'est une belle façon d'honorer cinquante ans de carrière après avoir tant voulu «mettre du flou» dans sa mémoire. Et puis Warner a bien fait les choses: les rares CD de Karen Cheryl sortis dans les années 1990 s'échangeaient à prix d'or sur Internet, alors ce best-of bénéficie d'une sortie à la Mylène Farmer, avec vinyle, vinyle édition limitée, coffret, coffret coloré, etc. Des remixes sont aussi en préparation.

Dans le fil de la discussion, il faut jongler du personnage à la personne. Isabelle Morizet a grandi en Normandie, auprès d'un père agriculteur et d'une mère qui élevait ses deux filles, elle et sa sœur, Sophia. Karen Cheryl est, elle, née sur une cassette. Parce que l'ado Isabelle jouait de la batterie, elle s'est un jour enregistrée avec son magnétophone. Son oncle, lui-

même batteur pro, lui fait enregistrer une maquette, qui parvient aux oreilles de Carrère, le producteur de Sheila. Lui, cherche une jeune chanteuse pour copier-coller le succès de sa protégée. Isabelle est jolie, elle a une belle voix: un contrat de neuf ans est signé. Sous la houlette de Carrère et de son bras droit Humbert Ibach (qui vient de disparaître à 88 ans), Karen Cheryl bénéficie immédiatement des ficelles du show-biz de l'époque. Guy Lux. Danièle Gilbert. Galas en province.

Cinquante ans après, on l'interroge sur ces chansons où le romantisme rime avec Venise ou Vérone, où elle chante *Ma vie n'appartient qu'à toi* ou des paroles comme: «Ton amour m'a rendue libre/Tu as su me capturer, m'appriover.» Isabelle Morizet reconnaît que son personnage ne correspondait pas pleinement à sa personnalité, mais elle revendique cette vision de la passion, fuyant les relations «tièdes». Elle est mariée au journaliste et producteur Jérôme Bellay, l'un des fondateurs de France Info et de LCI. Les mauvaises langues diront que, patron d'Europe 1 à la fin des années 1990, il a permis sa carrière en radio. Elle corrige: «Il m'a d'abord engagée, puis on s'est aimés.»

Avant de redevenir Isabelle Morizet, les dernières années de Karen Cheryl ne furent pas les plus simples. Au milieu des années 1980, les radios FM boudent ses chansons romantiques. L'artiste, qui rêve d'un style «à la France Gall», s'affranchit de Humbert Ibach. Mais en dehors du succès

A l'envers à l'endroit en 1987, ses ultimes 45 tours attirent moins l'attention. Sa vie médiatique passe alors par la télé et le public jeunes: elle devient, en 1992, un visage de France 3 avec *Hugo délice*, programme interactif aux allure de jeu vidéo. Elle apparaît ensuite dans les sitcoms d'AB Productions. La «fille d'à côté» a un fils, aujourd'hui installé aux Etats-Unis, à élever. A cette même époque, elle fait le tour des radios, rêvant de s'éloigner des caméras. Karen Cheryl journaliste? Face aux doutes des dirigeants qu'elle rencontre, elle comprend qu'il va falloir prendre la tangente, se réinventer.

Quand Europe 1 lui donne sa chance, elle ne s'imagine pas solliciter des entretiens avec son nom de chanteuse. Karen Cheryl est morte, vive Isabelle Morizet. Dans l'émission *Il n'y a pas qu'une vie dans la vie*, elle confesse pendant une heure artistes et personnalités. Ses plus grandes fiertés: les entretiens menés avec Simone Veil, Françoise Hardy ou le physicien Georges Charpak. Parce que celui qui l'interroge pour ce portrait l'a croisée à Europe 1 il y a quelques années, il faut raconter la méthode de travail d'Isabelle Morizet: tétanisée à l'idée de rater la bonne question, elle accumule une hyper-documentation sur son invité, remplit de grands cahiers au feutre, bosse jusqu'au dernier moment, parfois dans sa voiture, elle qui n'a pas sollicité de bureau au sein de la station, bûcheuse, discrète, bon soldat: c'est sa méthode pour durer dans un univers où les grilles de programmes vont et viennent. On sait que le projet, il y a une dizaine d'années, de passer son émission en quotidienne, lui a valu des nuits d'angoisse. Le week-end, moins stratégique côté audiences, lui va bien. Ce statut d'électron libre (qui ne reçoit aucun politique) lui permet d'éviter la question sur le virage editorial d'Europe 1 bollorisée.

Elle se dit lassée des clivages droite-gauche, sans dévoiler son vote, soucieuse de justice sociale, fière de payer ses impôts, inquiète face aux guerres et à leur impact sur l'environnement. Quid de #MeToo? Avec une image sexy dans le show-biz des années 1970-1980, celle qui a chanté *la Marche des machos* a-t-elle eu affaire à des goujats? Elle jure que non, sinon des propos déplacés qu'elle a vite rembarrés. Elle retient plutôt un billet pas très sympa paru dans *Libération* en 2000, qui la qualifiait de «vieille bougie toujours jeune et pailletée». La bougie avait 45 ans. Elle en aura 70 cette année. C'est le premier anniversaire qui l'agace, redoutant un «âge social» qui ferait oublier son «carburant intérieur dingue». Il faut bien ça pour alimenter ses deux ou trois vies parallèles. Avant de se quitter, elle nous signe le fameux best-of. «Avec toute mon affection, Karen Cheryl.» Allez par le monde et prêchez la bonne nouvelle: Karen Cheryl est vivante. ■

Par **MICKAËL FRISON**
Photo **MATHIEU ZAZZO**